

MARCHE INTERNATIONAL DE RUNGIS rapport annuel deux mille huit **MARCHE**
mille huit **MARCHE INTERNATIONAL DE RUNGIS rapport annuel** deux mille
rapport annuel **2008** **MARCHE INTERNATIONAL DE RUNGIS** rapport annuel



Sommaire

1 Profils **2** Chiffres clés **4** Les temps forts **6** Le message des présidents d'eau douce **18** Les produits carnés **22** Les produits laitiers et traiteur **34** International **36** Ressources humaines **37** Marketing et Communication

Profils

Le 27 novembre 2008, lancement d'une année de manifestations et de festivités pour le **40^e anniversaire** du transfert des Halles centrales de Paris à Rungis. Retour sur une histoire quasi millénaire.

C'est en effet en **1108** que remonte la création du premier marché parisien, situé dans l'actuel deuxième arrondissement de la capitale. Quatre-vingts ans plus tard, Philippe Auguste édifie deux bâtiments couverts qu'on dénommera depuis les Halles. En 1543, François 1^{er}

En **1959**, les Halles sont plus qu'à saturation et, à la demande du Général de Gaulle, le premier ministre Michel Debré décide de leur transfert. Un an plus tard, c'est Rungis qui est choisi pour accueillir le nouveau site. Un immense chantier commence en 1965, employant 2 000 ouvriers.

Depuis, Rungis s'est modernisé en permanence pour devenir aujourd'hui le plus important Marché de produits frais au monde. En **1998**, le pavillon de la triperie est rénové ; en **1999**, celui des produits laitiers est mis aux normes et en **2000**, le pavillon des viandes de boucherie est restructuré.

8 Conjoncture **10** Les fruits et les légumes **14** Les produits de la mer et **26** L'horticulture et la décoration **30** Investissements **32** Maintenance

les fait démolir pour en reconstruire des nouveaux suivant un plan ordonné, car le marché, jusqu'à présent hebdomadaire, devient alors quotidien.

Mais c'est en **1853** que les Halles prennent un grand virage avec leur reconstruction selon les plans de Victor Baltard. Face à des difficultés de circulation et de sécurité sanitaire, le baron Haussmann, selon les instructions de Napoléon III, lui demande de construire douze pavillons sur 83 000 mètres carrés, décuplant la surface du Marché.

Le **28 février 1969**, 20 000 personnes travaillant pour 1 000 entreprises déménagent des Halles à Rungis, avec 10 000 mètres cubes de matériel et 5 000 tonnes de marchandises acheminés par 1 500 camions.

Le **3 mars 1969**, c'est l'ouverture officielle du Marché de Rungis avec la première tenue des marchés des fleurs, de la marée, des fruits et légumes et des produits laitiers. En **1973**, quittant les abattoirs de la Villette, les grossistes en viandes rejoignent Rungis à leur tour.

Trois ans plus tard, un pavillon à la pointe de la modernité est offert au secteur marée. L'année suivante seront inaugurés un nouveau carreau des producteurs ainsi que la première tranche de la zone EuroDelta, 45 000 mètres carrés dédiés à la logistique. La suite à venir...

Chiffres clés

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES DU MARCHE

(en millions d'euros)



7 591 M€
chiffre d'affaires 2007

+ 4,2 %
estimation de la variation
2008/2007

5 369 Grossistes
2 222 Autres activités

CHIFFRE D'AFFAIRES DES GROSSISTES SUR LE MARCHE

(en millions d'euros)



5 369 M€
chiffre d'affaires 2007

+ 5,2 %
estimation de la variation
2008/2007

2 320 Fruits et légumes
858 Produits laitiers, produits traiteur,
alimentation générale
1 384 Produits carnés
602 Produits de la mer et d'eau douce
205 Horticulture et décoration

FREQUENTATION DU MARCHE : 6 622 093 entrées, soit une variation de - 0,51 % produits alimentaires, soit une variation de - 2,2 % par rapport à 2007 **OCCUPATION DES**

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT SEMMARIS : 28,18 millions d'euros **NOUVEAUX**

EFFECTIFS EMPLOYES SUR LE MARCHE



12 029
employés

3 447 Fruits et légumes
1 546 Produits laitiers, produits traiteur,
alimentation générale
1 524 Produits carnés
865 Produits de la mer et d'eau douce
497 Horticulture et décoration
4 150 Autres activités

REPARTITION DES ARRIVAGES DE PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LE MARCHE PHYSIQUE

(en %)



58 Fruits et légumes
21 Produits carnés
4 Produits laitiers
7 Produits traiteur
et alimentation générale
10 Produits de la mer et d'eau douce

**CHIFFRE D'AFFAIRES DES AUTRES
ACTIVITES SUR LE MARCHÉ**
(en millions d'euros)



2 222 M€
chiffre d'affaires 2007

+ 1,7 %
estimation de la variation
2008/2007

- 1 297** Courtiers et sociétés d'import-export
- 512** Transports
- 383** Activités diverses et services
- 30** Producteurs

**NOMBRE D'ENTREPRISES
SUR LE MARCHÉ**



1 213
entreprises

- 351** Fruits et légumes
- 108** Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
- 83** Produits carnés
- 56** Produits de la mer et d'eau douce
- 187** Horticulture et décoration
- 428** Autres activités

par rapport à 2007 **ARRIVAGES SUR LE MARCHÉ PHYSIQUE** : 1 475 005 tonnes de

SURFACES LOUABLES : 1 017 936 m² de locaux, soit 95,25 % de taux d'occupation

ACHETEURS : 3 655 créations de cartes d'acheteur, soit + 1,9 % par rapport à 2007

Arrivages (en tonnes)

	2008	Variation 2008/2007
Fruits et Légumes	853 566	- 3,5 %
Produits Carnés	312 981	- 2,1 %
Produits Laitiers et Avicoles	66 478	- 4,2 %
Produits Traiteur et d'Alimentation Générale	100 271	+ 10 %
Produits de la Mer et d'Eau Douce	141 709	- 0,8 %
Total	1 475 005	- 2,2 %
Fleurs coupées ⁽¹⁾	197 896	—
Plantes en pot ⁽²⁾	16 609	- 5,0 %

Arrivages : (1) En milliers de tiges depuis le 01/01/08 (pas de variation), (2) En milliers de pots - Source : SEMMARIS.

Les temps forts



Janvier

- 1 Mission découverte du marché britannique avec des professionnels du secteur horticulture et décoration de Rungis.



Février

- 2 Rungis expose au salon Fruit Logistica à Berlin avec son homologue MercaMadrid. 30 entreprises du Marché font le déplacement.



Février

- 3 Mission export à Dubai pendant le salon Gulfood.
- 4 Stand commun avec le marché de gros de New Covent Garden au salon de la restauration Hotelympia à Londres.



Mars

- 5 Visite de 50 chefs à Rungis à l'occasion du congrès des Maîtres cuisiniers de France.

Avril

- 6 Michel Barnier et Christine Boutin inaugurent le chantier d'insertion des Epiceries Sociales.

Mai

- 7 Traditionnelle remise du muguet à l'Elysée.
- 8 Visite matinale du Marché de Nicolas Sarkozy et Carla Bruni.

Juin

- 9 Participation à "Paris Fête ses Marchés".



Avril

- 3 Distribution des Macarons 2008 "Vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis" à près de 35 000 clients du Marché.

Juin

- 4 Remise du prix littéraire 2008 de la Commanderie des Ambassadeurs Gastronomes de Rungis à André Bonnaure pour son ouvrage "Foie Gras", au Meurice.



Octobre

- La Bourgogne s'invite à Rungis : 2 journées d'animations pour la promotion des produits de la région.

9 Lancement national de la semaine du goût à Rungis, avec Michel Roth et Jean-Luc Petitrenaud.

10 Arrivée du 250 millionième saumon de Norvège à Rungis au cœur du pavillon de la marée.

Novembre

11 Cérémonie d'ouverture du 40^e anniversaire de Rungis, qui devient, à cette occasion et pour un an, Capitale mondiale du Frais.

- Rungis partenaire des animations du salon Equip' Hotel (théâtre des chefs, restaurant VIP...).



Juillet

7 Rungis, Partenaire Officiel du Bocuse d'or Europe à Stavanger, en Norvège.

8 Tout l'été, animation "La Table du Marché" dans les brasseries du groupe FLO.

Septembre

- 3^e édition des entretiens de Rungis autour du thème "l'alimentation entre tensions économiques et exigences des consommateurs".

- 1^{re} édition du Concours Régional de l'Innovation Alimentaire à Rungis.



Décembre

- Produits festifs et nouveautés : la magie des fêtes de fin d'année à Rungis, en pleine effervescence médiatique.



Le message des **présidents**

Marc Spielrein,
Président de la SEMMARIS

“Le Marché a parfaitement rempli ses missions de service public.”

L'ACTIVITE DU MARCHÉ DE RUNGIS A-T-ELLE ETE AFFECTEE PAR LES DIFFICULTES CONJONCTURELLES DE L'ANNEE 2008 ?

Notre niveau d'activité en 2008 a été en progression par rapport à celui de l'exercice précédent, de telle sorte que le Marché n'a pas ressenti de façon sensible les effets du ralentissement économique en 2008. Par exemple, si le mois de novembre s'est révélé décevant, celui de décembre s'est montré, en revanche, très satisfaisant, avec des arrivages en hausse de 7,5 %, un nombre d'acheteurs en croissance de 2,5 % et des passages aux péages progressant de 4,2 %. Finalement, 2008 a été une année correcte, les entreprises du Marché ont développé leurs positions dans un environnement morose et les résultats de la SEMMARIS s'avèrent positifs. Le Marché a donc parfaitement rempli ses missions de service public l'an passé, même s'il est vrai que les incertitudes économiques actuelles constituent un défi à relever.

QUELS SONT CES DEFIS ?

Tout d'abord, il est hautement souhaitable que les opérateurs puissent conserver leur accès au crédit bancaire et à l'assurance crédit pour trouver les financements nécessaires au développement de leur activité. Par ailleurs, la directive Services de l'Union européenne nécessitera d'adapter les périmètres de référence. En outre, la grande distribution est en train de tester de nouveaux formats de proximité qui peuvent apporter une nouvelle concurrence aux détaillants traditionnels. Mais ce phénomène illustre précisément le besoin véritable auquel ces derniers répondent. Enfin, le développement durable s'inscrit toujours plus au cœur de notre exploitation des installations du Marché, qu'il s'agisse de qualité de l'air et de l'eau, de la gestion des déchets, de l'optimisation énergétique ou encore du recours à des moyens de transport moins polluants.

FACE A CES DEFIS, QUELS SONT LES ATOUTS DU MARCHÉ ?

En célébrant, en 2009, le quarantième anniversaire de l'implantation du Marché à Rungis, nous consacrons sa position de Capitale mondiale du Frais et le fonctionnement vertueux de notre modèle. En concentrant les flux et les compétences, ce dernier assure un approvisionnement quotidien en quantité comme en diversité. Par ailleurs, le succès de notre présence à Londres témoigne de la pertinence de notre vision internationale et cette expérience très positive, soutenue par nombre de nos opérateurs qui ont su en profiter, constitue une méthode que nous pourrions décliner ailleurs à moyen terme. Nous disposons désormais d'une situation financière très saine, d'une stratégie ambitieuse et d'une marque collective forte.



“La force du Marché réside dans son offre globale.”

Christian Pépineau,
Président d'Unigros

COMMENT LES ENTREPRISES DU MARCHÉ DE RUNGIS ONT-ELLES VECU LA SITUATION ECONOMIQUE EN 2008 ?

L'année 2008 s'est déroulée de façon différenciée suivant les secteurs. Les conditions climatiques ont continué de nuire à certains fruits et légumes et nous aimerions bien retrouver des rythmes de production plus réguliers. Les produits laitiers ont connu une première partie d'année plutôt stable, avant de subir une légère baisse à partir du mois de septembre. Toutefois, le mois de décembre s'est avéré satisfaisant, comme pour l'ensemble du Marché d'ailleurs. Les viandes sont toujours confrontées aux difficultés de la consommation, mais les bons niveaux de prix ont soutenu nos chiffres d'affaires. Dans leur ensemble, nos entreprises maintiennent leurs parts de marché alors que d'autres circuits ont connu une conjoncture plus difficile

dans les produits frais. C'est pourquoi je suis plutôt confiant pour l'année 2009, d'autant que face aux difficultés conjoncturelles, nos PME ont l'avantage de savoir s'adapter plus facilement. En outre, on assiste à un retour de la proximité qui peut contribuer à repositionner l'activité commerciale sur les centres-villes. C'est pour nous un challenge important et un motif d'espoir en tout cas.

QU'APPORTE LE MARCHÉ DE RUNGIS A VOS ENTREPRISES ?

Le Marché de Rungis nous permet d'avoir une vision très claire de notre clientèle potentielle et de mener des actions cohérentes en bénéficiant d'une communication collective forte et ciblée à la fois. Par ailleurs, la mise en place d'une nouvelle gouvernance au sein de la SEMMARIS encourage notre souhait de pouvoir nous investir davantage dans la gestion du

Marché. Notons également qu'il est très important que le secteur de la volaille puisse concrétiser son projet : la force du Marché réside dans son offre globale et la rénovation de ce secteur va profiter à l'ensemble des professionnels.

SON INTERNATIONALISATION EST-ELLE UN ATOUT GRANDISSANT ?

La fréquentation des acheteurs étrangers progresse chaque année. L'internationalisation du Marché est une voie de développement importante ; elle consolide la position de Rungis comme plateforme européenne et renforce son image qualitative, puisque ce sont des produits de qualité que vient chercher la clientèle internationale. Nous pouvons également apporter à nos voisins européens l'expertise française en matière de variété d'offre et de services aux consommateurs.

Conjoncture

Rungis a bien résisté en 2008

A l'exception notable des exportations, l'année 2008 a été très contrastée pour l'économie alimentaire française. Les opérateurs du Marché ont su affronter cette conjoncture grâce à un positionnement qui les rend, en partie, moins vulnérables.



L'année 2008 avait commencé sur fond d'inquiétudes des consommateurs quant à leur pouvoir d'achat. Et elle s'est poursuivie, à la fin de l'été, sur fond de crise financière. Rien qui ne puisse favoriser un marché alimentaire mature. Ainsi, les ventes de produits alimentaires en GMS – les seules à être suivies avec une très grande précision – ont régressé de 1,8 % en volume en 2008 (selon IRI France). Même les produits traiteur, le champion de la croissance

depuis quelques années, s'affichent en légère baisse de 0,9 %. En valeur, le secteur s'est certes mieux porté, avec une progression de 0,7 %, mais c'est en raison d'une hausse des prix moyens de 2,5 %. Dans ce contexte, la grande distribution subit, en première ligne, les difficultés de la consommation, tandis qu'il semble que les circuits dits traditionnels (commerçants indépendants, marchés...) parviennent désormais à maintenir leurs positions, voire à grignoter des parts de marché.

Des évolutions contrastées suivant les produits

Plus précisément, les achats de produits laitiers ont diminué de 0,5 % en volume (selon Nielsen, cité par l'Institut de l'Élevage). Si le lait de consommation, la crème et le beurre – des produits “basiques” – ont connu une année satisfaisante avec des croissances comprises entre 1 % et plus de 2 %, les produits ultra-frais ont reculé de plus de 2 % et les fromages de 0,5 %. En viandes, la mauvaise conjoncture s'ajoute à une tendance baissière à plus long terme. Résultat : les achats des ménages ont régressé de 2,6 % en 2008 (selon TNS, toujours cité par l'Office de l'Élevage). Les viandes de boucherie ont diminué de 3,7 % et les volailles, de 5,7 %.

Les fruits et légumes ont, en revanche, bénéficié des arbitrages des consommateurs en 2008 : malgré une hausse des prix de 2,8 %, leurs volumes ont progressé de 0,2 % globalement (selon TNS Worldpanel), les légumes progressant de 2 % tandis que les fruits, sans doute pour des raisons climatiques notamment, diminuent de 1,4 %. Enfin, les achats de produits aquatiques frais ont connu un ralentissement en 2008, avec une baisse de 1 % des volumes malgré une baisse des prix de 2 %. La consommation de poissons frais était en berne (- 3 %) tandis que celle de coquillages restait stable par rapport à l'année précédente.

A contrario, les achats de crustacés et de céphalopodes ont été plus dynamiques, avec respectivement + 3 % et + 12 % (source : Ofimer).

Les nouveaux potentiels de la restauration

Pour ce qui est de la restauration, la conjoncture semble avoir été analogue en 2008, selon les premières estimations de Gira Conseil. Si le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 2 %, le nombre de repas qu'il a servi a diminué de 1,5 %. En réalité, ces chiffres globaux cachent des évolutions très contrastées. La restauration rapide affiche, pour sa part, une excellente santé, représentant 37,1 % des ventes de la consommation hors domicile et 57,6 % de son nombre de repas. Son ticket moyen de 5,30 euros TTC est, pour une bonne part, la cause de ce succès. Cependant, à long terme, la restauration hors domicile garde un très fort potentiel : elle ne représente en France qu'un repas servi sur sept, proportion qui atteint un sur six en Espagne, un sur trois au Royaume-Uni et un sur deux aux États-Unis. Même si les spécificités hexagonales limitaient la hausse de cette proportion à un sur quatre par exemple, l'activité de ce secteur s'en trouverait multipliée par 1,7... A court terme, la baisse de la TVA appliquée en France aux restaurateurs pourrait susciter une reprise de l'activité.

Un marché mondial accueillant

En matière alimentaire, le commerce extérieur a été soutenu en 2008. Les exportations françaises ont augmenté de 7,5 % sur les onze premiers mois de l'année selon Ubifrance et, malgré une hausse légèrement supérieure des importations (+ 8,4 %), l'excédent agroalimentaire s'est amélioré de 3,8 %. Durant cette période, les ventes de viandes et abats ont augmenté de 6 %, celles de produits de la mer de 17,5 %, celles de produits laitiers de 2 %. En revanche, les exportations de légumes ont chuté de 5,1 % et celles de fruits, de 1,3 %. Enfin, les ventes de produits agroalimentaires transformés ont progressé de 4 %, une croissance insuffisante pour empêcher une baisse du solde français en la matière de 15,9 %. Ce dernier reste toutefois largement excédentaire.

Bien qu'influencées naturellement par ce contexte général, les évolutions des différents secteurs du Marché de Rungis peuvent différer assez sensiblement de ces statistiques nationales (voir plus loin dans ce rapport). Leur positionnement notamment sur les produits de qualité n'est pas forcément un frein, du fait d'une clientèle en adéquation avec celui-ci. En outre, elles profitent sans doute de l'accueil favorable que réservent les marchés internationaux aux produits français. C'est ce qui explique que l'activité du Marché s'est finalement bien tenue en 2008.

Les **fruits** et les **légumes**



Résistance face à l'adversité

Assez mauvaises en 2007, les conditions climatiques ont été déplorables pour les fruits et légumes en 2008. Dans ce contexte, l'activité du Marché de Rungis s'en tire avec les honneurs. Preuve de sa capacité à affronter la conjoncture, de jeunes entreprises s'y installent, investissant ambitieusement sur des créneaux porteurs.

Arrivages *(en tonnes)*

		Variation 2008/2007
Fruits & légumes	853 566	- 3,5 %
Fruits	441 809	- 5,8 %
Légumes	411 757	- 0,9 %



	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2007	Variation Estimation/ CA 2008/2007	Effectifs
Grossistes	205	2 319 920	+ 5,6 %	3 057
Producteurs	64	14 885	+ 5,2 %	64
Courtiers et sociétés d'import-export	82	435 068	- 0,1 %	326
Ensemble fruits et légumes	351	2 769 873	+ 4,7 %	3 447

“Le développement de nos débouchés va entraîner une baisse des prix.”

Emmanuel Herrault a implanté son entreprise, Les Potagers d'Herrault, sur Rungis au milieu de l'année 2008. Pour ce spécialiste des produits biologiques, c'était avant tout un choix de facilité, dans un contexte où cette filière reste tributaire d'approvisionnements insuffisants : *“une grande partie de nos arrivages nous parvient par train sur le MIN”* explique-t-il, *“et, pour le reste, c'est à Rungis qu'on peut trouver un maximum de produits bio, notamment sur le Carreau des producteurs”*.



VIDEOSURVEILLANCE ET DELINQUANCE

En 2008, l'ensemble des faits délictueux enregistrés sur le Marché de Rungis a diminué de 28 %, leur nombre passant de 159, en 2007, à 115, cette année. En cinq ans, depuis la mise en place d'un Contrat local de sécurité, ces faits ont chuté de 70 %. Les vols et effractions (hors vols d'automobiles ou à mains armées) ont même baissé de 75 % (48 faits de ce type en 2008), de même que les vols d'automobiles, dont la fréquence est passée d'un par semaine à un par mois. Le système de vidéosurveillance, désormais numérique, contribue à ce phénomène.



De cette proximité découle une plus grande rapidité dans la passation de commande et une fluidité logistique optimale. Le nouvel arrivant a profité des travaux réalisés par la SEMMARIS sur une ancienne mûrisserie de bananes dont il a loué une partie des espaces désormais compartimentés. Le bio a le vent en poupe, particulièrement en fruits et légumes. Vendant à l'origine sur les marchés parisiens, Les Potagers d'Herrault livrent désormais neuf hôtels de luxe de la capitale, après avoir remporté

un appel d'offres auprès d'un grand groupe. En sorte que l'entreprise pourrait déjà envisager de s'agrandir, pourquoi pas en créant une structure spécialisée sur ce marché. Autre débouché porteur, la restauration municipale, scolaire notamment, qui vise à augmenter la part biologique de ses approvisionnements. *“Le développement de nos débouchés va entraîner une baisse des prix”* explique Emmanuel Herrault, même si, pour l'heure, le surcoût du bio ne semble pas rebuter ses adeptes.



Sur Rungis, le prochain terminal ferroviaire *“sera un plus”* selon lui, *“d’autant que le recours au train est très bien vu par nos clients”*.

Du service à la valeur ajoutée

Gervifrais a également aménagé une surface sur le Marché de Rungis. Spécialisée dans l’importation et le négoce de fruits, l’entreprise se développe désormais dans les produits transformés : *“c’est dans le service que réside la valeur ajoutée sur*

bureau mais son investissement lui permet de gagner deux à trois heures par jour dans son fonctionnement opérationnel. En outre, il lui apporte *“une meilleure visibilité”* selon Jean-Michel Gunsley, Rungis étant un vecteur de notoriété, *“notamment pour les grands comptes qui exigent des interlocuteurs très professionnels”*. *Et de conclure : “cela aurait été trop bête d’aller ailleurs”*.

Pourtant, l’année 2008 a été une année difficile pour les fruits et légumes, sur Rungis comme

“Le recours au train est très bien vu par nos clients.”



LE POINT E ET LA VALORISATION DES EMBALLAGES

La SEMMARIS a entrepris des aménagements du centre de tri du Point E en 2007 et en 2008. En sorte que la conformité de ce dernier à la législation des installations classées pour la protection de l’environnement lui a été reconnue par arrêté préfectoral le 3 juin 2008.

En attendant d’autres travaux à venir, 546 000 euros ont été consacrés à diverses améliorations : affichages éclairés à l’entrée et sur le site et marquages au sol, modification des réseaux de collecte pour réguler et prétraiter les eaux pluviales, zone d’accueil des détaillants rénovée, amélioration de la détection incendie et nouvel extracteur sur la chaîne de tri afin d’amplifier la valorisation des emballages déposés.



le marché, à moins d’y réaliser des volumes très importants” estime Jean-Michel Gunsley, son gérant. L’entreprise propose notamment ses produits aux restaurateurs et aux pâtisseries. Gervifrais était déjà présente sur le Marché avec un simple

ailleurs. Les suites des cyclones tropicaux se sont encore fait sentir au premier semestre, en bananes notamment. De fortes précipitations en Espagne ont pénalisé les agrumes. D’importants gels de printemps ont considérablement nui aux récoltes hexagonales.



Sans compter la sécheresse qui a sévi ensuite en Espagne, une grève des transporteurs routiers en Europe et, pour parachever cette tendance dépressive, la récession économique qui a éclaté à la fin de l'été... Seule, la fin d'année est venue apporter une note d'optimisme : durant la saison des fêtes, les arrivages de fruits et légumes ont bondi de 10,2 %, faisant du secteur le champion d'une période qui s'est avérée faste pour l'ensemble du Marché.



“C'est dans le service que réside la valeur ajoutée.”

Les légumes mieux lotis que les fruits

Au global, les arrivages de fruits et légumes sur le Marché de Rungis n'ont finalement baissé "que" de 3,5 % sur l'ensemble de l'année 2008. Pour les raisons évoquées plus haut, ce sont les fruits qui ont le plus souffert, avec une diminution des apports de 5,8 %. Certaines catégories, particulièrement touchées par la conjoncture climatique, ont pesé lourd dans cette tendance : mangues (- 22,9 %), abricots (- 17 %), ananas (- 13,8 %), poires (- 13,3 %), pomelos (- 10,8 %), clémentines (- 10,5 %), oranges (- 8,6 %) ... Notons que la chute des bananes issues des DOM-TOM (- 16,6 %) a été compensée par les autres origines (- 1,6 % au final). Et qu'en revanche, quelques fruits s'en sont, malgré tout, bien sortis, comme les nectarines (+ 10,8 %) et les pêches (+ 3,5 %). Si l'origine France a particulièrement souffert (- 9,8 %), les produits d'importation – hormis la banane – n'ont pas pallié des aléas qu'ils ont dû partager, baissant de 4 %.

Pendant ce temps, les arrivages de légumes sont restés quasiment stables, à - 0,9 % pour être précis. Quelques catégories ont également subi une mauvaise année, comme l'ail (- 15,5 %), le céleri-branche (- 21 %) ou, dans une moindre mesure, le persil (- 6,4 %) et les champignons (- 5,6 %). La tomate a, pour sa part, vécu une année contrastée suivant les origines : Espagne à + 12 %, Maroc à

- 16,1 %, France à - 10,2 % mais autres origines à + 2,4 % donnant un "score" final à - 3,8 %. Et, surtout, nombre de légumes se sont retrouvés dans un contexte nettement plus favorable. C'est le cas des asperges (+ 5,3 %), des betteraves cuites (+ 5,2 %), des radis (+ 3,7 %), des aubergines (+ 3,1 %) ou de trois catégories à fort volume, les pommes de terre (+ 2,2 %), les salades (+ 2,3 %) et les carottes (+ 2,4 %). Les arrivages français ont toutefois reculé légèrement (- 1,8 %), au profit des produits d'importation en faible hausse (+ 0,4 %).

Les invendus ne sont plus perdus

En 2008, le secteur des fruits et légumes a également été marqué par l'arrivée de l'ANDES, dont les locaux ont été inaugurés par le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, et la ministre de la Lutte contre l'Exclusion, Christine Boutin, le 28 avril. L'Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires y récupère les produits invendus mais encore consommables pour les redistribuer aux populations défavorisées (voir en page 38). Cette même année, la SEMMARIS a commencé la rénovation de certains sous-sols pour les rendre accessibles à des véhicules utilitaires. Signe que le premier secteur en terme de surface du Marché a encore besoin de nouveaux moyens pour développer son potentiel.

Les produits de **la mer** et d'**eau douce**



Une année à double visage

Sans les incidents qui ont marqué la pêche en 2008, les produits de la mer et d'eau douce auraient connu une année faste. Signe que les "fondamentaux" de ce marché sont redevenus sains et qu'il sera prêt pour accompagner la reprise de la consommation.

Arrivages *(en tonnes)*

		Variation 2008/2007
Produits de la mer et d'eau douce	141 709	- 0,8 %
Pavillon A4	63 169	- 1,1 %
Entrepôts	78 540	- 0,5 %



	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2007	Variation Estimation/ CA 2008/2007	Effectifs
Grossistes	35	601 549	+ 0,9 %	801
Courtiers et sociétés d'import-export	21	148 415	- 8,4 %	64
Ensemble, produits de la mer et d'eau douce	56	749 964	- 0,9 %	865

Arrivée sur le Marché à la fin de l'année 2007, AG Seafood Export y a développé, en 2008, son activité tournée vers l'exportation de produits de la mer. Ses marchés de prédilection se situent en Europe de l'Est : "ces régions sont fortement demandeuses de produits français" explique Willy Privé, son responsable commercial. "Certains de ces pays dépourvus de côtes découvrent le poisson et les autres ne disposent pas, de toute façon, de la même étendue de production" poursuit-il. C'est pourquoi l'entreprise leur propose près de 500 références différentes qui peuvent être livrées par avion ou par camion. Car le choix de Rungis a, avant tout, été un choix logistique selon Willy Privé : "nous pouvons y regrouper l'intégralité de notre marchandise, qu'elle soit achetée sur tous les littoraux français qui



le livrent quotidiennement ou, en dépannage, sur le Marché lui-même, pour ensuite les réexpédier chez nos clients". Clients que l'entreprise invite parfois à visiter le Marché où, de surcroît, l'entreprise sous-traite des opérations de transformation (filetage notamment) à des opérateurs spécialisés. Enfin, pour l'export, la proximité des aéroports est "un atout certain qui garantit notre réactivité".

Des clients exigeants

Comme sa raison sociale le laisse entendre, la société L'Ecrevisse s'est spécialisée sur les écrevisses ainsi que les homards. Elle s'est depuis peu dotée sur le Marché de cinq viviers qui lui offrent une capacité de deux tonnes. Désormais, écrevisses et homards ne représentent plus que 35 % de ses ventes – "cela a été notre clé d'entrée sur le marché" –, explique Tarik Aounali, son PDG, car les clients de l'entreprise s'approvisionnent également chez elle pour leurs autres besoins en produits de la mer. L'Ecrevisse dispose notamment d'une forte clientèle dans la restauration haut de gamme des stations de sport d'hiver (Courchevel, Megève, Tignes...). Et elle en suit, en été, les chefs qui entament alors leur saison dans les stations balnéaires.



TOUS LES CHEMINS MENENT A RUNGIS

Situé à sept kilomètres de Paris, le Marché de Rungis est accessible facilement par tous les moyens de transport, de jour comme de nuit.

Par la route : pas moins de cinq autoroutes permettent d'accéder au Marché (A6a, A6b, A4, A86, A10), sans compter la Nationale 7 qui passe à proximité. Le site Internet de la SEMMARIS permet de connaître le trafic routier en temps réel.

Par les transports en commun : plusieurs bus franciliens disposent d'un arrêt à Rungis (le 216 partant de Denfert-Rochereau, à Paris, et le 185 qui assure la liaison avec la ligne 7 du métro). Depuis 2007, le TVM (Trans Val-de-Marne), qui fait le lien entre deux extrémités du département, dessert naturellement Rungis.

Enfin, l'accès au Marché depuis les deux grands aéroports parisiens (Roissy-Charles de Gaulle et Orly) est garanti par les divers moyens décrits ci-dessus.





“En étant implantés dans le pavillon de la marée de Rungis, nous sommes les premiers sur la marchandise.”

“En étant implantés dans le pavillon de la marée de Rungis, nous sommes les premiers sur la marchandise” raconte Tarik Aounali, car “s’il en manque, c’est un peu la guerre pour satisfaire des clients qui restent très exigeants”.

En croissance jusqu’à fin mai...

Le marché des produits de la mer et d’eau douce a révélé deux visages au cours de l’année 2008. Les cinq premiers mois se présentaient en effet sous les meilleurs auspices ; l’année démarrait sur les chapeaux de roue avec des arrivages en hausse de 12 % en janvier. Février se montrait plus raisonnable, mais encore très

dynamique avec une croissance de 6 %. Les mois suivants restaient sur cette tendance, malgré l’effet amortisseur des congés scolaires. Mais, au mois de juin, la grève des marins pêcheurs français faisait basculer la conjoncture. Protestant notamment contre l’impact de la hausse des prix du pétrole sur leur compte d’exploitation, leur mouvement a naturellement stoppé une partie des arrivages, qui chutaient de 15 % sur le Marché de Rungis en juin. Ensuite, les consommateurs, troublés par les perturbations du marché et les informations contradictoires sur les prix, sont restés frileux. Enfin, la crise financière de la fin de l’été, accompagnée de ses conséquences psychologiques



UN CFA POUR MAINTENIR L’EXPERTISE DU POISSON

A l’exception de quelques lycées professionnels, le seul CFA (Centre de Formation des Apprentis) de poissonnier-écailler se trouve à Rungis. Il accueille une cinquantaine d’apprentis dont la quasi-totalité trouve un emploi dès leur sortie du centre. Ils y suivent des formations pratiques (notamment avec deux MOF – Meilleur Ouvrier de France) et théoriques (avec des chercheurs du Muséum d’Histoire naturelle). Durant leur formation, ils sont amenés à travailler toutes les matières premières possibles (près de quatre tonnes sont achetées par le CFA sur Rungis chaque année) et acquièrent également des savoir-faire de traiteur.

Le 28 avril 2008, le CFA a inauguré l’extension de ses nouveaux locaux de 400 mètres carrés, soit un doublement de sa surface qui lui apporte trois nouvelles salles de cours, une salle informatique et une salle de restauration. Une façon de préparer la réforme de l’enseignement professionnel qui conduira le CFA à dispenser un bac professionnel de poissonnier-écailler-traiteur. De ce fait, une augmentation de ses effectifs est attendue.



dans l'opinion publique, a accéléré la tendance. Seules les fêtes ont permis aux consommateurs de renouer davantage avec les plaisirs de la table.

Résultat de cette année à deux visages, les arrivages de produits de la mer et d'eau douce se sont finalement maintenus en 2008 avec une légère baisse de - 0,8 %. Signe de l'excellente santé du secteur qui, sans ces

événements précédemment décrits, aurait probablement connu une croissance supérieure à 5 %. L'origine France a diminué de 3,1 %, sans que les produits d'importation – qui représentent environ la moitié des arrivages sur Rungis – ne compensent cette baisse puisqu'ils affichent une progression de 0,6 %. En réalité, les produits livrés par ces deux origines ne sont pas les mêmes, et les clients du Marché – la restauration notamment – ne se reportent pas obligatoirement des premiers sur les seconds, préférant transférer leur demande sur d'autres produits.

Le saumon toujours en tête

Dans ce contexte, les poissons de mer sont restés absolument stables tandis que ceux d'eau douce ont augmenté de 4,9 %. Classé dans cette seconde catégorie, le saumon reste la star du secteur avec une croissance de 5,3 % : il a représenté à lui seul 60 % environ des volumes commercialisés à la marée durant les fêtes et le Centre des Produits de la Mer de Norvège a même célébré à Rungis l'arrivée du 250 millionième saumon norvégien sur le Marché ! Mais côté produits de la mer, quelques autres poissons affichent également de belles performances comme le merlu (+ 18,4 %) ou la dorade (+ 12,5 %). Signe que les produits de qualité sont moins sensibles à

la conjoncture, les produits "fins" comme les soles, les bars ou le thon rouge gardent également une tendance favorable avec des taux de croissance respectifs de 8,4 %, 4 % et 5,2 %. A noter que ce dernier reste porté par l'essor de la restauration japonaise en région parisienne, essor auquel certains opérateurs de Rungis répondent en se dotant de structures spécialisées dans la livraison de sushis et autres sashimis.

En revanche, l'année 2008 s'est aussi soldée par quelques déceptions : les sardines affichent une chute de 16,2 % et les rougets barbets de 27,6 %. De même, tandis que les produits transformés ont diminué de 4,5 %, les crustacés ont été en baisse de 8,1 %, les coquillages de 3,4 % et les huîtres de 6 %. La morosité économique des quatre derniers mois de l'année a probablement nui à ces produits sophistiqués.



Les produits **carnés**



Un outil adapté aux besoins des opérateurs

Le Marché de Rungis maintient ses ventes de viandes dans un contexte peu propice à leur consommation, tandis que de nouvelles formes de vente se développent.

Arrivages *(en tonnes)*

		Variation 2008/2007
Produits carnés	312 981	- 2,1 %
Viande de boucherie	117 171	- 2,4 %
Volailles et gibier	89 264	+ 1,3 %
Porc	80 017	- 5,2 %
Triperie	26 529	- 1,9 %



	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2007	Estimation/ Variation CA 2008/2007	Effectifs
Grossistes	65	1 384 072	+ 6 %	1 455
... en viande	28	758 290	+ 5,5 %	692
... en volailles et gibier	17	230 477	+ 13,5 %	267
... en porc	8	167 589	+ 2,4 %	299
... en triperie	12	227 716	+ 2,6 %	197
Courtiers et sociétés d'import-export	18	212 737	+ 11,2 %	69
Produits carnés	83	1 596 809	+ 6,7 %	1 524

La société Eurodis a lancé en 2008 un service de vente de viandes en ligne : iboucherie.fr. Grâce au portefeuille de 3 500 clients actifs déjà constitué, son président, Francis Fauchère, espère atteindre trois millions d'euros de chiffre d'affaires en 2009, avec un ticket moyen de 105 euros. "Nous avons nous-mêmes été très surpris de ce succès" explique-t-il : "alors que nous visions surtout l'Ouest parisien, notre couverture géographique s'est progressivement élargie à la province que nous pouvons livrer du jour au lendemain". En outre,

Eurodis collabore avec houra.fr, le site marchand du groupe Cora. "Rungis était le meilleur endroit pour démarrer de rien ou presque" estime Francis Fauchère, qui y a repris une entreprise en 1996. Depuis, Eurodis s'est développée d'une manière qui lui fait dire que Rungis a été son "ascenseur social" : "sans Rungis, je n'y serais pas arrivé" affirme-t-il. Dans une conjoncture difficile pour le marché des viandes, l'intense activité du Marché contribue à maintenir la fréquentation des clients. "Pour des produits sensibles comme les nôtres, nous devons répondre en

flux tendu car notre e-boucherie se doit de proposer une gamme large en permanence. Grâce à Rungis, nous ne nous retrouvons jamais en rupture sur le moindre petit produit, d'autant qu'il a déjà été payé par l'internaute. Ailleurs, cela nous serait impossible, à moins de constituer des stocks colossaux."

"Nous pouvons livrer la province du jour au lendemain."



UNE BOUCLE OPTIQUE DE 10 KILOMETRES

La SEMMARIS a installé sur le Marché un anneau de fibre optique complet qui s'étend, avec ses ramifications, sur dix kilomètres. Cette boucle optique sert notamment au comptage des fluides consommés sur le Marché, afin de mesurer leur consommation et de déclencher des alarmes en cas de dépassement de certains seuils d'alerte. Ainsi, 80 compteurs électriques, 170 de chauffage et 1 300 d'eau sont répartis sur le site.

En outre, grâce à sa capacité, cette boucle permet de relier les différents systèmes informatiques des secteurs de produits, des péages ainsi que de points de pesage. Enfin, elle gère le réseau de vidéosurveillance ainsi que les alarmes incendie.





“Pour des produits sensibles comme les nôtres, nous devons répondre en flux tendu car notre e-boucherie se doit de proposer une gamme large en permanence.”

Un vivier où l'on trouve de tout

Propriétaire de six boucheries en région parisienne, VPD a pris, en 2008, la décision de s'installer sur le Marché de Rungis. Outre une ambiance qu'il juge très agréable, “c'était avant tout un choix pratique” explique Philippe Dupont, son gérant : “je suis directement sur place le matin, proche de mes vendeurs. Cela me permet de bien sentir le marché”. Ce qui ne l'encourage pourtant

l'entreprise se défend de “faire des coups”, d'autant que sur ces segments (Aubrac, Limousine, veau de lait...), “le marché est moins fluctuant et la marchandise suffisamment disponible”. Pour Philippe Dupont, le Marché apporte “un excellent outil de travail, un vivier où l'on peut trouver de tout”, également sur les produits périphériques vendus en boucherie, du traiteur aux vins, en passant par le persil ou les tomates.



RUNGIS, UN LIEU POUR L'EDUCATION DES CONSOMMATEURS DE DEMAIN

Au mois d'octobre 2008, la Semaine du goût a été l'occasion de faire découvrir le Marché à de jeunes écoliers de CM1 et de CM2, accompagnés d'une vingtaine de journalistes. L'objet de cette semaine est pédagogique et porte sur la connaissance de l'immense variété des produits que propose l'offre alimentaire française et la transmission des savoir-faire des nombreux métiers qui les mettent en valeur. Un Atelier du goût géant avait été installé à Rungis pour ces enfants, menés par Jean-Luc Petitrenaud, le célèbre chroniqueur gastronomique, et Michel Roth, chef des cuisines du Ritz, avec lesquels ils avaient d'abord visité les pavillons du Marché.

pas à globaliser ses achats pour les répartir ensuite dans les magasins : “nous préférons maintenir un approvisionnement propre à chaque boutique afin de répondre aux besoins spécifiques de leur clientèle et de garder l'esprit de leur quartier”. Positionnée sur des produits haut de gamme,

En outre, le service Mecarungis est “un outil formidable”, permettant une facturation commune des grossistes. A l'avenir, VPD pourrait envisager de se doter d'un laboratoire de désossage ainsi que d'un stock frigorifique pour faire mûrir ses viandes trois semaines.



Un moindre recours aux importations

Avec des arrivages en baisse de 2,1 %, le secteur de produits carnés connaît à Rungis les mêmes difficultés que l'ensemble du marché, marqué par une baisse structurelle de la consommation de viandes. D'ailleurs, ce sont les volailles qui, en son sein, se portent le mieux, avec une croissance de 1,3 %. Les viandes de boucherie parviennent à maîtriser la diminution de leurs volumes avec une baisse de - 2,4 %, tandis que la viande de porc a connu une année difficile (- 5,2 %). Le veau et le mouton font légèrement mieux que l'ensemble du secteur (- 2,9 % et - 3 %), tandis que la viande bovine et la triperie ont respectivement limité leur baisse à - 1,8 % et - 1,9 %.

“Nous préférons maintenir un approvisionnement propre à chaque boutique afin de répondre aux besoins spécifiques de leur clientèle et de garder l'esprit de leur quartier.”

A noter qu'en y ajoutant les arrivages comptabilisés sur le secteur dit plurivalent, en hausse de 9,5 %, la baisse de produits carnés est ramenée à - 1,9 %. Dans ce contexte, le marché a moins eu recours aux produits d'importation (le tiers environ des volumes échangés), dont la baisse est plus forte à - 4,5 %. Inversement d'ailleurs, le marché a augmenté de 19,6 % ses importations de porc, même si elles restent faibles (un peu plus de 3 % de l'ensemble). Enfin, les arrivages extérieurs de volailles ont baissé de près de 29 %.

Les volailles à la fête

C'est surtout le quatrième trimestre – conséquence de la crise qui sévit depuis la fin de l'été – qui a pesé sur ces performances. Dès lors, tous les sous-secteurs du marché des produits carnés ont commencé à afficher des baisses. La viande de porc, qui bénéficie habituellement des transferts de consommation en période difficile, n'a pas profité de cette conjoncture, en dépit de niveaux de cours normaux. Reste que les fêtes ont profité au secteur (+ 4,6 %), particulièrement en volailles (le chapon représente à lui seul plus de la moitié des ventes à cette période) et en gibier. A noter que les fameuses volailles de Loué ont fêté leur cinquantième anniversaire sur le Marché de Rungis.

Eleveurs, grossistes et restaurateurs se sont retrouvés au pavillon de la volaille, en fête pour l'occasion avec des animations, des dégustations et des promotions.

Et 2008 a également été porteuse d'une bonne nouvelle pour le Marché. Le projet de nouveau bâtiment – le V2P – pour les volailles a été arrêté, permettant le dépôt du permis de construire et le démarrage des travaux dans le courant de 2009. Après la triperie en 1997 et la viande en 2000, les volailles bénéficieront donc d'un nouvel outil. S'étendant sur 10 000 mètres carrés, il sera conçu selon des critères de flexibilité, permettant d'aménager ses installations suivant les besoins des entreprises.



Les produits **laitiers** et **traiteur**



Quand la variété paie

Dans une année en demi-teinte qui a influencé tous les autres secteurs, les grossistes en produits laitiers et traiteur ont connu une croissance conséquente en 2008. Les fromages et les produits traiteur ont notamment très bien tiré leur épingle du jeu, mettant en lumière l'incroyable diversité des produits proposés dans les pavillons du secteur.

Arrivages (en tonnes)

		Variation 2008/2007
Produits laitiers et avicoles	66 478	- 4,2 %
Produits traiteur et d'alimentation générale	100 271	+ 10 %



	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2007	Estimation/ Variation CA 2008/2007	Effectifs
Grossistes	65	857 975	+ 7,3 %	1 386
... en produits laitiers	29	445 978	+ 5 %	436
... en produits traiteur	36	411 997	+ 9,7 %	950
Courtiers et sociétés d'import-export	43	492 094	- 5,7 %	160
... en produits laitiers	5	355 850	- 9,2 %	51
... en produits alimentaires divers	38	136 244	+ 3,3 %	109
Produits laitiers et traiteur	108	1 350 069	+ 2,5 %	1 546

“Pour nos actionnaires, il était important que leur filiale soit implantée sur le plus grand Marché de produits frais au monde.”

La société Ambrosi Emmi France s'est installée sur le Marché de Rungis au printemps 2008. Elle est issue du rapprochement entre le suisse Emmi, spécialisé notamment dans les fromages et le yaourt, et l'italien Ambrosi, commercialisant également des fromages ainsi que des charcuteries. Leurs deux entités françaises ont fusionné : le site français d'Ambrosi, à Nice, est devenu leur siège social, tandis qu'une antenne commerciale a été établie sur le Marché de Rungis, Emmi France étant présente jusqu'à présent en région

parisienne sur la zone Silic, voisine du M.I.N. “Nous disposons ainsi d'une réelle proximité avec le pavillon des produits laitiers” explique Eric Foex, son directeur commercial : “cela nous permet de vivre au quotidien les événements du Marché, qui reste animé d'une vie très particulière ; ainsi, nous croisons nos clients en permanence”. Soulignant l'aspect pratique de cette implantation, voisine d'Orly et jouxtant quasiment la capitale, Eric Foex mentionne également les nombreux services offerts



LES MISSIONS D'UN SECTEUR SEMMARIS

L'organisation du Marché de Rungis est structurée suivant cinq secteurs : marée, fruits et légumes, produits carnés, produits laitiers et traiteur ainsi qu'horticulture et décoration. La vie de chacun de ces secteurs est administrée par un service spécifique de la SEMMARIS.

Dirigée par un chef de secteur, cette équipe doit remplir différentes missions :

- veiller au bon fonctionnement des bâtiments de leur secteur, de leurs infrastructures ainsi que de leurs équipements,
- assurer l'interface entre les professionnels du Marché, ses usagers et les différents services de la SEMMARIS,
- contribuer à la valorisation économique de leur secteur, par la recherche de nouveaux clients ou des propositions d'aménagement ou de restructuration des espaces déjà occupés,
- assurer le bon déroulement des transactions et l'application du règlement intérieur,
- récolter les statistiques et toutes les informations nécessaires à la gestion du Marché.





sur le Marché ainsi que son image : *“pour nos actionnaires, il était important que leur filiale soit implantée sur le plus grand Marché de produits frais au monde”.*

De plus, il note que l'activité des grossistes de Rungis aura été, en 2008, plutôt meilleure que celle de la grande distribution et Ambrosi Emmi France a mené de nombreuses animations pour eux. Et d'ajouter : *“Rungis est encore l'un des rares endroits où l'on parle vraiment du produit”.*

Arrivée sur le Marché au mois de juin 2008 également, Coll'Dis s'est spécialisée dans l'approvisionnement des restaurants en spécialités libanaises. Son gérant, André Bou Tanous, est lui-même originaire du Liban : *“Rungis nous permet de*

proposer à nos clients l'intégralité des produits dont ils ont besoin : les produits alimentaires bien sûr, mais également des produits aussi divers, et nécessaires, que des balais ou des tabliers”.

Concrètement, *“nous prenons leurs commandes chaque matin et nos acheteurs vont ensuite les trouver sur le Marché”.*

Selon lui, la région parisienne compte au moins 300 à 350 restaurants ou snacks libanais et son entreprise en a déjà séduit une partie, dont les plus importants notamment. *“La cuisine libanaise est bien dans l'air du temps”* remarque André Bou Tanous. *“Etre sur Rungis est une référence pour tout le monde et suscite la confiance. Cela n'aurait pas été pareil si nous nous étions installés ailleurs.”*

“Rungis est encore l'un des rares endroits où l'on parle vraiment du produit.”

La plus forte croissance de l'année

Le secteur des produits laitiers et traiteur est celui qui a connu la meilleure année 2008 sur le Marché de Rungis. Avec des arrivages globaux en hausse de 3,9 %, il témoigne en effet d'une santé de fer face à une consommation alimentaire en berne. Si l'on y ajoute les achats réalisés par les grossistes du secteur chez leurs autres confrères du Marché, les volumes affichent même une croissance de 5,3 %.



L'ENJEU DU TRANSPORT DES MARCHANDISES EN ILE-DE-FRANCE

Avec 32 millions de tonnes par an – dont un million par voie ferrée et 2,5 par voie fluviale –, le transport de marchandises est un véritable enjeu de développement durable pour la ville de Paris. Il représente 1,6 million de mouvements par semaine, 15 à 25 % de la voirie municipale, la moitié du diesel consommé et 60 % des émissions de particules de la ville. Depuis 2007, un nouveau dispositif est entré en vigueur : il prévoit un règlement marchandises simplifié, avec des créneaux réservés aux véhicules “propres”, et l'utilisation d'un disque de livraison. En outre, un nouveau statut des aires de livraison a été instauré et les marchandises doivent désormais être prises en compte dans les documents d'urbanisme.

Directement concernés par ces questions, les opérateurs du Marché peuvent consulter la charte de bonnes pratiques des transports et des livraisons de marchandises dans Paris sur le site Internet de la SEMMARIS.





Ainsi, les fromages ont vu leurs tonnages augmenter de 1,5 % (hors achats sur le Marché) : ils ont notamment été tirés par les fromages au lait de vache, tous en croissance à l'exception des pâtes pressées non cuites, en très léger recul (- 0,8 %) ; à noter les très bonnes performances des pâtes molles (+ 7,6 %), qui représentent 37 % de l'ensemble. En revanche, les fromages au lait de brebis et au lait de chèvre n'ont pas connu pareille fortune, enregistrant des baisses de 11,3 % et de 0,7 % respectivement. La hausse du prix du lait aura donc eu des conséquences variées suivant les produits. Outre les pâtes molles, camembert et coulommiers en tête, l'activité des fromages a également été portée par l'exportation, notamment à destination des pays d'Europe du Nord (Suède ou Danemark par exemple). Si les fromages frais de type feta suscitent toujours

l'engouement des consommateurs, les mozzarelles ont pâti d'un incident sanitaire survenu en Italie au tout début du printemps. Tandis que les produits d'hiver, St Nectaire, Roblochon, Mont d'or et, bien sûr, fromages à raclette restent des valeurs sûres. Pour l'anecdote, le Maroilles aurait grandement profité du succès du film *"Bienvenue chez les Ch'tis"* !

Les autres produits laitiers ont, quant à eux, eu moins de chance, diminuant dans leur ensemble de 7,6 % : le lait a baissé de 10,2 %, les crèmes de 5,2 % et les beurres de 11,1 %. Seuls, les yaourts sont parvenus à maintenir leurs ventes et affichent des arrivages en très légère hausse (+ 0,9 %). Les œufs ont également souffert en 2008, avec une baisse de 11,1 %, touchés par une concurrence européenne particulièrement féroce.

Produits traiteur : un essor significatif

Le secteur est également constitué d'une multitude de produits diversifiés. Regroupés au sein de l'appellation produits traiteur, leurs arrivages ont bondi de 10 % en 2008. Si les charcuteries salaisons ont diminué de 4,4 %, les salaisons maritimes ont inversement progressé de 11,3 %. A noter également la très bonne tenue des produits de boulangerie (+ 25,9 %), des produits surgelés ou congelés (+ 6,8 %) ou, surtout,

des produits d'épicerie (+ 14,1 %) et des boissons (+ 11,4 %). Ces deux catégories représentent respectivement 11,5 % et 25,7 % des volumes réalisés par les produits dits traiteur.

Enfin, le Marché s'est fortement animé durant les fêtes de fin d'année et le secteur en a bénéficié avec une hausse de 7,7 % des arrivages de produits traiteur à cette période, à l'exception notable des foies gras dont les arrivages ont baissé de 6 % sur l'ensemble de l'année. Autre produit de luxe, la truffe noire a vu ses prix baisser, de 1 300 à 900 euros le kilo.

"Etre sur Rungis est une référence pour tout le monde et suscite la confiance."



L'horticulture et la décoration



Un jardin extraordinaire, fleuri toute l'année

En 2008, les plantes en pot et les fleurs coupées ont dû faire face à la morosité de seconde partie d'année. Mais la décoration reste un des attraits de Rungis pour les clients du secteur. Leur fréquentation importante fait du Marché un lieu unique en France.

Arrivages *(en tonnes)*

Fleurs coupées *(en milliers de tiges)*

197 896

Plantes en pot *(en milliers de pots)*

16 609

Variation
2008/2007

*

- 5,0 %

* En milliers de tiges depuis le 1^{er} janvier 2008 (pas de variation).



	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2007	Estimation/ Variation CA 2008/2007	Effectifs
Grossistes	80	205 137	- 1,7 %	388
... en plantes	12	60 667	- 4,5 %	74
... en fleurs coupées, feuillages	68	144 470	- 0,5 %	314
Producteurs	104	15 499	- 5,2 %	104
Courtiers et sociétés d'import-export	3	3 311	N.C.	5
Horticulture	187	223 947	- 1,2 %	497

“Nous aimons l’ambiance conviviale de Rungis.”



Leur idée était simple : “mettre tous nos œufs dans le même panier” ! Sophie Dareau et Stéphane Ventura travaillaient déjà sur Rungis chacun de leur côté. Le couple a choisi d’y créer sa propre société, Natural, le 19 août 2008. Il réunissait ainsi des compétences complémentaires, d’acheteur pour lui, de commerciale pour elle, pour vendre des fleurs sur le Marché. “Un choix évident par rapport à notre expérience” explique Sophie Dareau, d’autant que “pour nos clients, Rungis constitue tout de suite une carte de visite”. En outre, grâce à sa fréquentation, “nous pouvons y rencontrer la plus large palette de clients et nous avons rapidement noué des nouveaux contacts commerciaux, en plus des connaissances que nous avons déjà”. Et le couple d’affirmer de concert : “nous aimons l’ambiance conviviale

de Rungis, qui crée de la confiance entre les parties, y compris avec nos confrères”. Tout en évoquant au passage “la proximité et l’écoute des services de la SEMMARIS, qui sont très réactifs par rapport à nos besoins”.

Horticash a démarré son activité sur Rungis en 2008. Basée à Angers, l’entreprise y cherchait depuis quelque temps déjà une implantation pour fournir des accessoires aux fleuristes de la région francilienne. L’entreprise y propose des papiers d’emballage et des mousses florales, des vases et des pots, de la vannerie et du zinc ; en un mot, tous les consommables nécessaires pour soutenir les ventes de produits horticoles. “Nous avons été surpris par l’importante fréquentation que nous recevons dans un laps de temps très court”



RUNGIS ACCUEIL, UN SERVICE PERSONNALISÉ POUR LES CLIENTS DU MARCHÉ
Le service des cartes d’accès est devenu Rungis Accueil en 2001 : tout un symbole ! En effet, il s’agit d’offrir aux usagers du Marché un accueil personnalisé. L’obtention de la carte d’accès au Marché n’est donc plus conçue seulement comme une formalité administrative mais elle garantit à ses détenteurs de nombreux services. Réservée aux seuls professionnels, la carte d’acheteur est gratuite et valable durant deux ans : elle permet un tarif d’entrée préférentiel sur le Marché, des stationnements réservés sur les parkings et la réception de nombreux supports de communication comme Rungis Actualités ou le “Qui fait quoi à Rungis”. Par ailleurs, l’inscription en ligne est possible à tout moment sur le portail internet du Marché. En 2008, plus de 3 600 nouvelles cartes d’acheteur ont été créées.

explique Laurent Camus, directeur associé : *"elle nous impose d'être particulièrement réactif"*. Avec un grand nombre de grossistes et une forte affluence de clients, *"Rungis est le pôle commercial le plus important de France dans notre domaine"* tranche-t-il. Résultat : *"nous avons atteint nos objectifs dès 2008"*. Et l'entreprise prépare déjà en 2009 une seconde implantation, sur une surface équivalente, *"pour étendre notre gamme avec des produits complémentaires, par exemple avec de la verrerie haut de gamme et des fleurs artificielles ou séchées"*.

Les fleurs pénalisées par les arbitrages des consommateurs

Plus que les autres secteurs du Marché, l'horticulture et la décoration ont été influencées par la morosité qui a gagné la consommation en 2008. Par définition, cet univers ne propose pas des produits de première nécessité, contrairement aux secteurs alimentaires.



Et l'arbitrage des consommateurs privilégie évidemment l'assiette au vase. Ce phénomène a été particulièrement ressenti par les entreprises proposant des fleurs coupées. Dans ce domaine (à l'exception des feuillages), les arrivages sont comptabilisés à la tige et non plus à la botte depuis le 1^{er} janvier 2008. Gagnant ainsi en précision, les statistiques se trouvent temporairement dans l'incapacité d'être comparées à celles de l'année antérieure (où les arrivages s'étaient montrés stables par rapport à 2006). Toutes les provenances ont sans doute pâti de la conjoncture, notamment à partir de la rentrée de septembre, sachant que les produits d'importation en représentent les trois quarts (près de 62 % pour les seules fleurs néerlandaises). Au vu des dernières années, il est probable que seuls les produits dits *"de niche"* aient moins souffert, comme les roses d'Equateur ou d'autres fleurs exotiques qui, de par leurs spécificités, parviennent à se différencier des produits *"standard"* à fort volume.

"Nous avons été surpris par l'importante fréquentation du marché."

Par ailleurs, les statistiques des plantes en pot qui, elles, peuvent être comparées à celles de l'année précédente, indiquent une tendance baissière. La légère diminution enregistrée en 2007 (- 2,9 %) s'est amplifiée en 2008 à - 5 %. Pour cette catégorie, les conditions climatiques jouent également un rôle important. Des conditions hivernales très rigoureuses suivies d'un printemps clément encouragent les nouvelles plantations, en remplacement de celles que le gel a détruites. Un phénomène qui ne s'est pas produit en 2008, puisque les plantes à massif n'ont diminué que de 3,7 %, soit moins que l'ensemble de leur catégorie, tirée par l'essor des plantes vertes (+ 9,3 %) mais handicapée par la contre-performance des plantes fleuries (- 7,1 %).



DE LA VERDURE A DECOUVRIR

Plus de 80 000 mètres carrés de pelouse, plus de 26 000 mètres carrés d'herbe, plus de 12 200 mètres carrés de massifs d'arbustes, plus de 1 100 arbres, des haies, des jardinières... Le Marché de Rungis est aussi un espace de vie. Mais comme cela n'est pas sa vocation principale, cette dimension est restée cachée durant longtemps.

Le rond-point des Halles a été restructuré au mois de novembre 2008 pour être doté de plantations alternant suivant les quatre saisons : outre ces fleurissements saisonniers, il comprend désormais une plantation de massifs arbustifs colorés ainsi qu'un camouflage végétal des blocs de béton mis en place pour des opérations événementielles comme les décorations de Noël. Une étude a été lancée en 2008 pour embellir l'ensemble des espaces verts du Marché.

“Pour nos clients, Rungis constitue tout de suite une carte de visite.”

La décoration, locomotive du secteur

La troisième famille du secteur, les accessoires et la décoration, ne peut pas être suivie, quant à elle, par les statistiques. Elles ne sauraient agréger des produits aussi divers que la vannerie et la poterie, mais aussi les bougies, les voilages ou même le mobilier en bois ou en fer forgé. Toutefois, les entreprises spécialisées affichent depuis quelques années de belles progressions de chiffre d'affaires, parfois à deux chiffres et elles représentent désormais plus de 15 % des ventes du secteur.

Malgré la conjoncture, une année en horticulture est aussi le fruit des grandes fêtes qui sont autant d'occasions d'offrir des fleurs ou des plantes. La Saint Valentin 2008 s'est ainsi fort bien passée pour les professionnels, notamment parce qu'elle se situait hors vacances scolaires et en milieu de semaine. En revanche, le muguet du 1^{er} mai connaît quelques difficultés depuis plusieurs

années. Rendu complexe par ses approvisionnements et ses réseaux de vente, l'événement encourage certaines spéculations dont des opérateurs préfèrent désormais s'abstenir. Une fois de plus, la mise en œuvre d'une réglementation uniforme risque de mettre en péril une fête traditionnelle.

Des fêtes aux destins variés

Tandis que la fête des grand-mères s'installe progressivement dans le calendrier, la fête des mères reste un moment privilégié pour les grossistes. A l'inverse de la célébration des défunts, à la Toussaint, dont la tradition s'estompe d'année en année même si les ventes de chrysanthèmes restent importantes. Enfin, l'année se clôt avec la “campagne sapin”. En 2008, alors que les fêtes de fin d'année ont relancé les ventes des secteurs alimentaires, il semble que les Franciliens aient, encore une fois, accompli des arbitrages à leur détriment.



Le fameux Nordmann, en provenance du Danemark notamment, a pâti de cours en hausse peu justifiée, profitant au plus classique épicéa dont les formats de 1,5 à 2 mètres ont progressé de 6 %, alors que la plupart des autres sapins ont vu leurs arrivages baisser. A noter en revanche le regain du sapin en motte (+ 3 %) et surtout l'explosion du houx en botte (+ 122 %).

Investissements

Optimiser l'utilisation des installations du Marché

La politique d'investissement menée par la SEMMARIS vise à faciliter les opérations des entreprises du Marché de Rungis. En 2008, elle s'est poursuivie sur tous les fronts : transport ferroviaire, rénovation et construction de bâtiments, circulation...



LA MOITIE DU MARCHÉ SOUS SPRINKLAGE

Le maillage du réseau d'eau sous pression a été poursuivi en 2008 pour le sprinklage du Marché. Il consiste en des canalisations de 300 millimètres de diamètre enfouies à deux mètres de profondeur pour éviter le gel. Dans le cadre d'une politique de protection du site menée à long terme, 50 % des surfaces d'exploitation sont désormais équipées de sprinklers et les équipements seront poursuivis parallèlement à la rénovation des bâtiments.

Entamés en 2007, les travaux du terminal ferroviaire se sont poursuivis en 2008 et donneront lieu à la mise en service d'un premier quai le 15 avril 2009, et d'un deuxième mi-juillet 2009. Ce projet phare, portant sur 20 M€, est cofinancé par le Conseil régional, le Conseil général ainsi que la SEMMARIS et la SNCF. Il offrira une plate-forme de transbordement de trains entiers pour assurer la capacité actuelle de 200 000 tonnes par an qui pourra être portée à 600 000 tonnes ultérieurement.

Le tout dans des conditions optimales de manutention et en limitant les risques de pertes ou de retards ; le déchargement des trains ne nécessitera plus que trente minutes, contre deux heures précédemment, et la qualité des produits sera préservée. En outre, ce terminal devra être optimisé, en accueillant des trains de nouvelles provenances et en développant des frets de marchandise sur le trajet retour.

Répondre à des besoins particuliers

L'année 2008 a également été l'occasion de poursuivre la modernisation des bâtiments du Marché, en lien avec les besoins exprimés par ses opérateurs. Ainsi, après y avoir investi 8 M€, la SEMMARIS a livré la seconde tranche du bâtiment DE2 de la zone Eurodelta à SDV qui, en quittant le DE3, porte sa surface de 3 000 à 6 000 mètres carrés et intègre une chambre sous froid négatif de 400 mètres carrés.



Dans cette même zone, la construction du bâtiment DE1 démarrera en septembre 2009. Par ailleurs, un quart du bâtiment D3 de la zone fruits et légumes a été restructuré afin de rendre 1 000 mètres carrés de son sous-sol accessible à des véhicules utilitaires. Pour un coût d'un demi-million d'euros, la SEMMARIS réalise ainsi un premier module qui pourrait être reproduit afin d'ouvrir des sous-sols inutilisés, soit à des opérateurs déjà présents en surface, soit à d'autres, acheteurs ou logisticiens par exemple. Autre chantier, le bâtiment V1P a été doté d'un atelier de découpe de viandes et de fabrication de steaks hachés pour la société Busnel Brévier qui peut ainsi livrer la restauration ou la distribution en produits plus adaptés à leur besoin. 500 mètres carrés au sol

ainsi qu'un stockage d'emballages ont ainsi pu être fournis pour 900 000 € investis. De même, l'entrepôt de la société Dexpa a été rénové, comportant 800 mètres carrés de stockage et 140 mètres carrés de bureaux, avec quatre quais équipés de sas étanches et de niveleurs pour un investissement de 1,15 M€.

Moderniser les outils collectifs

Par ailleurs, la SEMMARIS poursuit ses travaux de modernisation des infrastructures communes. Au sein de la tour administrative du Marché, la salle de conférences Libert Bou a été entièrement modernisée pour un montant de 480 000 €. Remise en conformité avec les normes incendies, elle permet d'offrir un complexe d'une centaine de places

à la location avec équipement vidéo et son et configuration modulable. Enfin, dans le cadre d'un plan directeur de la circulation au sein du Marché, le boulevard circulaire Nord a été modifié afin d'améliorer l'accès des entreprises du Marché, comme des acheteurs. Les entrées et sorties parasites ont été supprimées afin de sécuriser le trafic, conduisant à la construction d'un parking privatif. La requalification du boulevard circulaire est déjà accomplie à plus de 50 % et les travaux se poursuivront dans les prochaines années, au rythme des réaménagements.



LE TERMINAL FERROVIAIRE EN CHIFFRES

En attendant les avancées promises par le nouveau terminal ferroviaire (voir ci-contre), l'actuel assure déjà un service logistique important, en phase avec les attentes environnementales particulièrement propices à ce type de transport.

Six jours sur sept, un train de 24 wagons frigorifiques portant 1 100 tonnes (et même 1 500 le samedi) part à 16 h 30 de Perpignan pour rejoindre, après 900 kilomètres, Rungis à 3 heures du matin. Un autre effectue le même trajet de 18 h 50 à 5 heures, à une vitesse moyenne de 140 kilomètres/heure. Dans ce sens, ce sont quelque 200 000 tonnes de fruits et légumes qui parviennent ainsi de l'Espagne ou du Maroc, voire d'autres approvisionnements directement livrés sur Perpignan. La moitié, environ, de ces marchandises sont directement destinées au Marché, l'autre étant notamment livrée à la grande distribution francilienne. Dans l'autre sens, ces trains transportent 100 000 tonnes de produits industriels vers le Sud. Bref, cette ligne est un phénomène unique en Europe : c'est le seul train d'axe sous température dirigée d'une fréquence biquotidienne.



Maintenance

Une activité plus raisonnée

Les multiples actions de maintenance que nécessite l'exploitation du Marché de Rungis mettent en œuvre les règles du développement durable. Les services de la SEMMARIS veillent notamment à la gestion de l'eau, à la consommation d'électricité, à la production de chaud et de froid, ou encore à la gestion et à la valorisation des déchets.



ETUDES POUR DES PROJETS D'AVENIR

La SEMMARIS mène deux projets essentiels pour répondre aux exigences environnementales. Ils portent sur la continuité de la mise en conformité des réseaux d'assainissement ainsi que sur le développement d'énergies nouvelles. Ces études sont soutenues par des subventions publiques, délivrées par l'ADEME, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, et l'AESN, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Entamée depuis 2001, la tendance à la baisse de la consommation d'eau s'est confirmée en 2008 sur le Marché de Rungis. Avec un million de mètres cubes achetés, contre 1,075 l'an passé, cette consommation a diminué de près de 7 % grâce à la poursuite d'une meilleure maîtrise des installations. En outre, la hausse des rendements du réseau a réduit les pertes d'eau à moins de 6 %, ce qui a engendré une baisse du budget eau de la SEMMARIS en 2008, les économies réalisées ayant plus que compensé l'inflation.

Une maîtrise toujours plus grande de l'électricité

En 2008 déjà, la consommation d'électricité a été stabilisée, notamment grâce à de bonnes performances réalisées dans certaines zones du Marché. Elle ne dépasse pas les 40 millions de kilowatts/heure, dont, notamment, 12,3 pour les éclairages intérieurs (services généraux compris), 10,3 pour la production de froid et 4,6 pour les éclairages publics. Le remplacement de l'ensemble des sources lumineuses intérieures des bâtiments se poursuit au

profit d'équipements à basse consommation. En outre, la révision de ces installations s'est accompagnée du transfert du pilotage de l'éclairage intérieur aux secteurs SEMMARIS qui l'allument et l'éteignent en fonction des besoins réels. Il était auparavant centralisé pour se déclencher à des horaires fixes. Parallèlement, une étude sur les éclairages publics a été lancée en 2008 et se poursuivra en 2009 avec un triple objectif : fiabiliser les installations, trouver des sources plus économes et renforcer la sécurité nocturne du Marché, tant en terme de circulation que de



PROPRETE ET NETTOIEMENT

La propreté du Marché de Rungis est un élément majeur de son développement. D'abord parce que c'est une obligation pour un marché de gros alimentaire. Ensuite parce que l'activité du Marché est, par nature, pourvoyeuse de déchets, par exemple les emballages de fruits et légumes, qui représentent près de la moitié des déchets du Marché, ou les caisses en polystyrène de la marée. Enfin, parce que le Marché est un gigantesque espace collectif : la SEMMARIS doit assurer le nettoyage de ces parties – voirie notamment – tandis que les opérateurs garantissent naturellement celui des espaces qu'ils louent, ainsi que la gestion de leurs déchets d'origine animale. Ces trois grandes fonctions – déchets, propreté extérieure, nettoyages intérieurs – sont confiées à trois prestataires spécialisés.

Pour l'heure, les deux tiers des déchets du Marché sont encore ramassés à terre : cela représente 15 000 tonnes par an, l'équivalent des déchets d'une ville de 30 000 habitants ! L'objectif a été fixé de modifier cette proportion en favorisant la conteneurisation des déchets et, par conséquent, la collecte sélective. Quatre bacs seront distribués aux opérateurs pour séparer cartons, plastiques et palettes du reste de leurs déchets. En outre, les locaux compacteurs leur seront davantage accessibles durant la journée.

sûreté des personnes. Elle visera à déterminer le nombre et surtout le type de luminaires à installer. Par ailleurs, la fiabilisation des installations à haute tension a donné lieu en 2008 au remplacement de trois postes, permettant notamment de prévenir les risques de pannes. En 2009, deux autres postes à haute tension seront remplacés, tandis qu'un autre sera construit à l'occasion des travaux sur le nouveau pavillon de la volaille. Ce dernier occasionnera également la construction d'un nouveau poste basse tension. Deux postes basse tension seront par ailleurs remplacés. Enfin, avec les deux derniers transformateurs remplacés en 2008, l'intégralité des transformateurs placés sous la responsabilité de la SEMMARIS est désormais exempte de PCB (polychlorobiphényles). Ce respect des normes réglementaires s'élargit naturellement au contrôle permanent de la

conformité des installations par des organismes agréés, qu'il s'agisse des équipements propres à la SEMMARIS comme des équipements électriques privés, notamment pour prévenir les risques d'incendie.

Quand Rungis souffle le chaud et le froid

Une nouvelle installation de stockage de fioul pour palier d'éventuelles carences de production de chaleur de l'usine d'incinération de Rungis a été installée en 2008. Dotée d'une fosse de rétention étanche afin d'éviter toute pollution accidentelle des sols, cette nouvelle cuve de fioul de 500 mètres cubes remplace les deux anciennes qui ont été démantelées.

Côté froid, l'année 2008 a permis d'achever le plan de substitution des HCFC (hydrochlorofluorocarbures) qui

sera réalisé dans les installations fonctionnant encore au R22, de sorte qu'en 2010, l'intégralité du Marché sera aux normes imposées par la lutte contre l'effet de serre.

Déchets : la réduction à la source se poursuit

Enfin, la réduction des déchets à la source a été poursuivie. La meilleure gestion du point E, incitant à plus de rigueur dans l'acceptation ou non des déchets qui lui sont proposés afin d'éviter les déchets non valorisables, a permis de faire passer son taux de valorisation de 59 % à 65 % (notamment par le broyage du bois des palettes)... De même, un meilleur suivi a entraîné une baisse des tonnages du point A. Au 1^{er} janvier 2008, une nouvelle organisation y a été mise en place pour augmenter les valorisations biologiques des déchets. Un nouveau site de fermentation des déchets en compost a été choisi à Claye-Souilly, en Seine-et-Marne. Il sécurise les débouchés de Rungis puisqu'il est exploitable jusqu'en 2026 au moins. Au final le tonnage des déchets traités et valorisés a baissé de 76 700 tonnes en 2007 à 73 500 en 2008 (il atteignait les 80 000 tonnes entre les années 2000 et 2004 avant de commencer à décroître en 2005). Mais ces derniers sont désormais valorisés à 100 % : 53,3 % pour la valorisation énergétique, 2,4 % pour le recyclage (palettes et cagettes), 10,9 % pour la valorisation biologique, et 33,4 % pour la valorisation matière.

International



Un important relais de croissance

Fort d'une position incontournable sur sa région, le Marché de Rungis se tourne de plus en plus vers l'international où les ventes de ses opérateurs progressent rapidement. Une panoplie complète d'actions est organisée par la SEMMARIS pour les soutenir.

En 2008, la SEMMARIS a initié une démarche originale en dépêchant un ambassadeur de la marque à Londres. Le bilan de sa mission est très positif. Une base de données de plus d'un millier de contacts dans la restauration et le commerce britanniques a été constituée. Un kit export a été mis en ligne à destination des entreprises du Marché. Et de nombreux professionnels anglais ont été conviés à visiter le Marché de Rungis. Car la restauration britannique

s'ouvre de plus en plus à la gastronomie française et les commerces de détail gardent un potentiel pour développer cette offre, à l'instar des "foodhalls" comme Harrod's ou Whole Foods. Au moins une quinzaine d'entreprises du Marché en a profité, constatant une hausse significative de leurs ventes outre-Manche tandis qu'on enregistre plus de 40 camions par semaine qui font le voyage sur Londres. En outre, plusieurs événements franco-britanniques ont été

organisés. Six entreprises du Marché étaient présentes sur le salon Hotelympia, du 17 au 21 février, sur un stand partagé avec le marché de New Covent Garden. Une mission de grossistes en fleurs coupées et en plantes en pot s'est déplacée pour échanger avec leurs homologues britanniques. Et un partenariat a été élaboré avec l'Association Culinaire Française de Grande-Bretagne pour proposer, entre autres, une démonstration de produits le 14 novembre à Londres.



RUNGIS CONSULTANT EXPORTE SON SAVOIR-FAIRE

Forte d'un savoir-faire quadragénaire, la SEMMARIS fait bénéficier de son expertise les marchés de gros du monde entier. En 2008, sa division Rungis Consultant a effectué de nombreux travaux, en Chine notamment. Après avoir terminé sa mission d'élaboration du plan masse du futur marché de Xi Jiao à Shanghai, Rungis Consultant a poursuivi ses relations avec Shenzhen Agricultural Products Company qui exploite une quinzaine de marchés : le service prépare le plan masse du marché de Pinghu dont il définit le concept et d'autres réalisations sont en prévision pour Nanning notamment. En outre, un contrat a été signé sur l'étude du choix d'un terrain pour une plate-forme de 500 hectares à Tianjin. Mais Rungis Consultant n'œuvre pas qu'en Chine : une mission de conseil a été achevée à Lima au Pérou, une autre est en cours à Odessa, en Ukraine, et d'autres sont à venir à Hô-Chi-Minh-Ville (Vietnam) et Moscou (Russie).



DU SOURCING LOINTAIN AU COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable, certaines entreprises du Marché le pratiquent déjà. C'est notamment le cas de Penja, présente dans le secteur horticulture. Pour améliorer ses approvisionnements, elle s'est dotée d'une ferme horticole au Cameroun. Il ne s'agissait pas de délocalisation, mais seulement d'assurer ses besoins en produits tropicaux. "Nous n'avons pas eu le temps de raisonner en terme de commerce équitable" explique Jean-Yves François, son dirigeant, "mais maintenant que nous sommes entrés en réflexion pour obtenir une certification, nous nous apercevons qu'en réalité, nous répondions déjà aux exigences de cette norme". Concrètement, cela concerne l'usage de l'eau, le traitement raisonné de la terre et, bien sûr, la gestion de la main-d'œuvre. Au Cameroun, Penja garantit à ses 300 employés des salaires 25 % supérieurs au salaire minimum du pays, une couverture sociale plus complète en matière de mutuelle ou de retraite, ou encore, un accès facilité aux soins et traitements médicaux.

Berlin, Dubaï, Madrid, Stavanger...

Mais le marché anglais n'a pas été le seul à susciter des actions à l'international. Du 7 au 9 février 2008, la SEMMARIS organisait un déplacement à Berlin pour le salon Fruit Logistica sur lequel elle occupait un stand de 100 mètres carrés avec Mercamadrid, son homologue espagnol : une trentaine d'entreprises ont fait le déplacement.

Quelques jours plus tard, une mission s'est rendue, avec trois entreprises du Marché, au Gulfood 2008, du 24 au 27 février à Dubaï et des actions en collaboration avec la mission économique de l'Ambassade de France aux Emirats Arabes Unis étaient au programme. C'était la seconde année qu'un tel déplacement était organisé dans une ville devenue une véritable plate-forme logistique de la région où s'approvisionnent les professionnels des pays voisins dont l'hôtellerie touristique haut de gamme se

développe très rapidement. De même, une mission "viande" s'est rendue à Madrid dans le cadre du partenariat avec Mercamadrid. Les 14 et 15 avril, huit grossistes de Rungis ont visité le marché de la capitale espagnole où les 74 entreprises de la viande sont rassemblées sur un pavillon unique de 23 000 mètres carrés. Français et Espagnols ont notamment pu échanger durant une table ronde clôturant la visite, entamant ainsi des relations commerciales qui devraient être renforcées par un voyage en retour en 2009. Enfin, le Marché de Rungis a été le partenaire du Bocuse d'Or Europe 2008 dont la première édition s'est déroulée les 1^{er} et 2 juillet, à Stavanger en Norvège à l'occasion du salon Buffet, spécialisé dans la restauration. Vingt espoirs de la gastronomie européenne y concourraient et Rungis bénéficiait d'un stand équipé de 60 mètres carrés sur l'espace des Chefs du village VIP.

Témoignage de l'internationalisation du Marché

"Notre implantation sur le Marché de Rungis nous permet à la fois d'être voisins de nos fournisseurs tout en étant très proches des aéroports" explique Thierry Ollivier, directeur général adjoint de SDV Logistique Internationale France. L'entreprise a d'ailleurs porté sa surface à 6 000 mètres carrés en 2008, en profitant au passage pour se doter d'une zone à - 25° dont l'activité était auparavant sous-traitée. En outre, grâce à son réseau, elle assure la globalité des formalités administratives à l'export pour ses clients. "Grâce au développement international de nos clients du Marché, nous avons réalisé une excellente année 2008" poursuit Thierry Ollivier.

Ressources humaines

Le Point Emploi prépare le Marché de demain

Le nouveau Point Emploi va apporter aux opérateurs du Marché un service supplémentaire pour faciliter et pérenniser leurs recrutements.

2008 a été marquée par la décision de créer un Point Emploi sur le Marché de Rungis. Ce dernier se trouve, en effet, confronté à une problématique particulière en matière de ressources humaines : renouvellement très rapide des salariés des entreprises du Marché motivé par des conditions exigeantes de travail en matière d'horaires, de travail sous atmosphère réfrigérée, de pénibilité des tâches ou d'accès au site. Imaginée par la SEMMARIS et UNIGROS, cette initiative a réuni l'ensemble des parties prenantes en matière d'emploi : la sous-préfecture, les organismes plus

particulièrement chargés de l'emploi (DDTEPP, DRTEFP, ANPE, Garp, Assedic, CBE Sud 94, Mission locale) ainsi que le Conseil général, le Conseil régional et l'Ador (Association pour le développement économique du pôle Orly-Rungis).

Plus de 1 000 postes à pourvoir chaque année

Au mois de juillet, un comité de pilotage a été constitué pour mettre au point la création de ce Point Emploi qui comptera trois collaborateurs dès son entrée en activité en 2009. Leur mission

première sera de rassembler les demandes d'emploi et de trier les offres afin de favoriser la fluidité et la durabilité des recrutements en veillant à la bonne adéquation des uns aux autres.

Un millier d'emplois sont à pourvoir chaque année sur le Marché. De plus, le Point Emploi constituera un centre d'information pour les entreprises en matière de formation professionnelle. Le Point Emploi contribuera ainsi à aider les opérateurs du Marché à préparer leur avenir en se dotant d'équipes compétentes, prenant en compte l'évolution de leurs métiers.



LA COMPÉTENCE DES INTERIMAIRES S'AFFINE

L'intérim constitue naturellement une voie de recours indispensable pour les entreprises devant palier un manque imprévu de main-d'œuvre. Manpower a choisi en 2008 de concentrer ses moyens sur le Marché de Rungis en regroupant deux agences en une seule. "Notre stratégie est de nous placer au cœur du Marché" explique Valérie Marcos, responsable de l'agence : "nous pouvons ainsi mieux anticiper les besoins des entreprises et proposer des formations adaptées à nos intérimaires". La forte saisonnalité de certaines activités rend toujours aussi nécessaire de détecter les meilleurs profils de compétence : "en plus des métiers très spécifiques à Rungis, comme celui de caissière-facturière, les besoins augmentent pour les caristes ainsi que les professions du tertiaire, en matière de connaissance de logiciels informatiques notamment" raconte Valérie Marcos.

Marketing & Communication

Des valeurs en action

Les nombreuses actions de communication et de marketing que mène la SEMMARIS ont pour but de soutenir directement l'activité et le développement des entreprises du Marché.

Dans un environnement alimentaire en mutation, Rungis incarne des valeurs en phase avec la double attente de proximité et de qualité exprimée par les consommateurs comme par les professionnels – restaurateurs, commerçants, intermédiaires. Proximité, parce qu'aux portes de la capitale, le Marché est le garant de l'approvisionnement régulier des différents spécialistes de l'offre alimentaire. Qualité car, par la diversité unique qu'il rassemble, il propose la gamme la plus étendue de produits qui puisse exister. Il apporte ainsi une réponse permanente à la complexité grandissante du marché, englobant les besoins du commerce traditionnel jusqu'aux contraintes et opportunités de la mondialisation

progressive de l'économie alimentaire. La SEMMARIS veille à mener ses actions en cohérence avec ce contexte.

Les acheteurs, ambassadeurs de Rungis

Symbole de ces actions, le macaron que tous les acheteurs du Marché sont en droit d'arborer sur leur devanture, pour assurer les consommateurs de la qualité des produits qu'ils proposent. Ils deviennent, de ce fait, les ambassadeurs du Marché, de ses atouts de qualité, de fraîcheur et de choix. La quatrième édition de cette vitrophanie millésimée leur a été proposée en 2008 à près de 35 000 exemplaires :





elle a d'ailleurs été choisie par un panel de commerçants et de restaurateurs. Toujours avec le slogan "Vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis", la signature "La qualité passe par Rungis", ainsi que différents logos stylisés par métier (un fromage, des fruits et légumes, un bœuf, une fleur, deux poissons ou un chef cuisinier).

Tout au long de l'année, la SEMMARIS initie nombre d'opérations dirigées vers le consommateur. Ainsi, en 2008, le partenariat avec les Brasseries Flo a pris une ampleur nouvelle : La Table

du Marché, du 4 juillet au 31 août, proposait onze recettes inédites mettant en valeur des légumes et des fruits de saison choisis sur le Marché.

Pour sa dix-neuvième édition, la Semaine du Goût a choisi Rungis pour son lancement national, en établissant sur le Marché un atelier géant visité par des enfants de CM1-CM2 menés par Jean-Luc Petitrenaud et Michel Roth du Ritz.

En outre, le Marché était partenaire des Tables du Goût, un événement rassemblant plusieurs centaines de grands chefs proposant pour

l'occasion un menu accessible à un tarif unique, compris entre 20 et 60 €.

Partenariats avec la Bourgogne et l'Île-de-France

Les 14 et 15 octobre, une opération a mis en avant les produits alimentaires de Bourgogne sous la houlette de son Conseil régional. Une offre déjà présente naturellement sur le Marché, mais dont l'importance pourrait croître en raison d'une part de sa qualité, en



UN NOUVEAU CIRCUIT POUR MIEUX SERVIR LES POPULATIONS DEFAVORISEES

Les recommandations nutritionnelles s'avèrent particulièrement difficiles à mettre en œuvre au sein des populations défavorisées. Afin de tenter d'y remédier, l'ANDES (Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires) s'est installée à Rungis dans un entrepôt de 900 mètres carrés pour récupérer les fruits et légumes invendus et les redistribuer. Le Potager de Marianne, un Atelier Chantier d'Insertion, y a été mis en place afin d'offrir un parcours d'insertion professionnelle à des personnes éloignées du monde du travail. Encadrées par trois permanents, quatorze personnes y trient, reconditionnent et préparent les commandes qui sont livrées dans des réseaux d'aide alimentaire de la région Île-de-France (Restos du Cœur, Secours Populaire, Croix Rouge, Samu Social, épicerie solidaires...).

En 2008, 332 livraisons ont ainsi été effectuées, représentant 20 000 kilomètres parcourus par quatre camions et 130 tonnes de fruits et légumes correspondant à 50 000 € d'achat. "Il nous reste encore de nombreuses entreprises à démarcher sur le Marché", explique Guillaume Bapst, directeur de l'ANDES, qui travaille, pour l'instant, avec 10 % environ des grossistes en fruits et légumes du Marché. En 2009, "nous allons au minimum doubler nos tonnages, peut-être en les ouvrant aussi aux produits d'importation". L'ANDES envisage l'achat d'une machine pour transformer en jus, soupes ou compotes pasteurisés les produits difficilement consommables en l'état.

En outre, un tapis mécanique va être installé pour faciliter les opérations de tri.



adéquation avec le positionnement de Rungis, et d'autre part de sa proximité, la Bourgogne jouxtant l'Ile-de-France. Par ailleurs, la SEMMARIS et Rungis ont parrainé la première édition du Concours régional de l'innovation alimentaire Paris-Ile-de-France organisé par le Cervia. Cinq lauréats ont été distingués, suivant autant de catégories (art culinaire, forme et bien être, praticité, prix spécial et restauration hors-foyer) parmi 61 produits présentés par 43 entreprises de la région. En 2008, les 3^e Entretiens de Rungis avaient pour thème

“L'alimentation : entre tensions économiques et exigences des consommateurs”. Sur la base d'une étude du Crédoc qui fut massivement relayée, ces échanges ont montré à quel point, face aux arbitrages budgétaires des consommateurs, l'offre alimentaire se devait d'apporter des réponses non seulement économiques, mais aussi sociétales. C'est exactement ce à quoi Rungis prétend contribuer. En 2009, son quarantième anniversaire, lancé médiatiquement le 27 novembre 2008, couronnera le succès de cette stratégie d'action.



DE NOMBREUX OUTILS DE COMMUNICATION

La SEMMARIS met à la disposition des opérateurs du Marché toute une palette d'instruments pour les aider à toucher leurs cibles. En voici quelques-uns.

- Qui fait quoi à Rungis. Le guide officiel des produits et services représente chaque année la “Bible” du Marché ; il est également consultable sur le Web.
- Les Distri'Boîtes. Positionnées aux cinq portes du Marché, ces boîtes – au nombre de 54 – permettent aux entreprises du Marché de diffuser une communication ciblée auprès des acheteurs qui s'y rendent chaque jour.
- www.rungisinternational.com. Le portail Internet du Marché a pris une dimension nouvelle en 2008, regroupant quatre sites en un seul, suivant quatre codes couleur : Corporate (rouge), Clients et Fournisseurs (vert), Presse-Emploi-Education (bleu) et Opérateurs du Marché (gris).
- Rungis Actualités. Mensuel né en même temps que l'arrivée du Marché à Rungis, Rungis Actualités compte près de 22 000 abonnés. Outre l'actualité du Marché et de ses entreprises, il constitue un magazine de références sur les produits et filières de qualité. A noter qu'en 2008, un partenariat a été noué avec Commerce Magazine, une revue très complémentaire de Rungis Actualités, dont 6 000 exemplaires sont distribués gratuitement chaque mois à l'entrée du Marché.

27 novembre **2008** : lancement d'une année de **festivités**



SEMMARIS

1, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex
www.rungisinternational.com

RAPPORT ANNUEL SEMMARIS exercice deux mille huit **RAPPORT ANNUEL**
deux mille huit **RAPPORT ANNUEL SEMMARIS** **exercice** deux mille huit
SEMMARIS exercice **2008** **RAPPORT ANNUEL SEMMARIS** exercice deux



Sommaire

1 Composition du Comité de Direction **2** Rapport du Conseil d'Administration à fonctions exercés **11** Evolution de l'investissement brut, évolution comparée **15** Flux de trésorerie **16** Annexe au bilan et au compte de résultat **30** Rapport

SEMMARIS



Composition du Comité de Direction au 31 décembre 2008

Marc SPIELREIN
Président-Directeur Général



l'Assemblée Générale **7** Résultats financiers des 5 derniers exercices **8** Mandats ou des tarifs de redevance et de l'indice des prix **12** Bilan **14** Compte de résultat général des Commissaires aux Comptes

De gauche à droite :

Georges PASQUI
Directeur Général Adjoint,
Directeur du Marché

Francis LEFEVRE
Secrétaire Général

Christophe ACAR
Directeur de l'Exploitation
et de la Maintenance

David BOURGANEL
Directeur Marketing
et Communication

Alain DUCROT
Directeur des Finances
et du Contrôle de Gestion

Vincent ISNARD
Directeur
des Investissements

Alain PERRIER
Directeur des Affaires
Economiques et Foncières

ACTIONNARIAT

Altarea	33,34 %
Etat	33,34 %
Ville de Paris	13,19 %
Département du Val-de-Marne	5,60 %
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60 %
Professionnels et divers	9,93 %

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

L'activité du Marché International de Rungis

L'année 2008 a vu la crise des prêts immobiliers aux Etats-Unis évoluer progressivement en une très grave crise financière, puis économique, mondiale.

Les prix des produits agricoles après avoir poursuivi, au premier trimestre 2008, un mouvement de hausse très forte, entamé dès 2006, ont été orientés à la baisse à partir du mois d'avril pour souvent retrouver leurs niveaux de 2006 en fin d'année 2008. Ces variations brutales et contrastées ne se sont que partiellement transmises aux prix payés par les consommateurs.

Même s'il est nettement moins affecté que d'autres secteurs économiques, le secteur agroalimentaire doit faire face à des changements dans le comportement des consommateurs. En particulier, la restauration commerciale a souffert, notamment à partir de la rentrée, d'une certaine désaffection de la part de sa clientèle.

Dans ce contexte complexe et incertain, les entreprises du Marché ont globalement maintenu leur niveau d'activité. En particulier, les ventes de fin d'année se sont bien déroulées. On peut cependant noter le niveau modeste de la production française de fruits en raison des gelées tardives d'avril 2008 et les effets négatifs durables du mouvement revendicatif des marins pêcheurs du printemps 2008.

Le nombre d'entrées sur le Marché a été de 6 622 093 en diminution de 0,5 % par rapport à 2007. Le nombre d'entrées d'acheteurs a été de 1 227 045 en augmentation de 0,8 % par rapport à 2007.

En fin d'exercice, le taux d'occupation des surfaces louables s'élève à 95,25 % contre 93,71 % à fin décembre 2007.

Le capital de la Semmaris

En fin d'année 2008, l'Etat a acquis 4 536 actions de la SEMMARIS auprès de divers actionnaires privés pour porter sa participation à 33,34 % du capital, au même niveau qu'ALTAREA.

Les comptes de la Semmaris

Le chiffre d'affaires a été de 83,391 M€, en augmentation de 3,4 % par rapport à 2007, et ses principales composantes ont évolué comme suit :

Le produit des droits d'accès et de stationnement s'est élevé à 10,16 M€ (+ 5,1 % par rapport à 2007).
Les produits sur charges, ventes d'eau et d'électricité ont été de 23,53 M€ (+ 3,82 % par rapport à 2007). Les ventes d'électricité à des opérateurs du Marché ont généré un chiffre d'affaires de 1,19 M€ (1,03 M€ en 2007).

Les redevances homologuées ont rapporté 33,29 M€ (+ 2,9 % par rapport à 2007 étant rappelé que le taux d'augmentation général de ces redevances était de 2 %).

Les redevances indexées ont augmenté de 6,7 % à 12,26 M€, soutenues par l'évolution dynamique de l'indice du coût de la construction.

L'annuité 2008 des Droits de Première Accession étalés a représenté 660 K€, montant inchangé par rapport à 2007. La remise pour prélèvement automatique a engendré une réduction de recettes de 1 228 K€ (1 156 K€ en 2007).

Les charges d'exploitation

Les achats et services extérieurs (hors charges sur sinistres) se sont montés à 38,37 M€ contre 37,42 M€ en 2007 et 36,58 M€ en 2006. Cette évolution souligne la bonne maîtrise des charges d'exploitation courante de l'entreprise.

Les principales variations concernent :

- La hausse des achats d'électricité (+ 356 K€) en raison principalement de l'augmentation du prix du kwh.
- L'accroissement des dépenses de combustibles (+ 313 K€) pour la régie de chauffage lié aux conditions climatiques et aux arrêts techniques imprévus de l'usine d'incinération nécessitant des appoints en gaz.
- Le coût de collecte des déchets et de leur traitement aux centres de tri dont la charge augmente de + 7,3 % (470 K€). L'optimisation de la valorisation compense partiellement la variation de ces dépenses par une baisse du coût d'incinération (- 203 K€).
- La baisse de 13 % des honoraires (- 310 K€) et de 4 % des primes d'assurance (- 65 K€).
- La stabilité à 7,4 M€ des dépenses d'entretien et réparations.
- La promotion du marché dont la variation des charges (+ 600 K€) intègre des opérations liées au 40^e anniversaire.

Les charges de personnel ont représenté 14,04 M€ (+ 3,7 % par rapport à 2007). Elles s'expliquent notamment par l'augmentation de l'indice du coût de la vie constatée en 2007.

Les impôts et taxes se sont montés à 1 054 K€ (938 K€ en 2007) mais incluent le versement de la taxe ORGANIC pour 2007 pour 150 K€.

La dotation aux amortissements et provisions a été de 22,02 M€ (22,22 M€ en 2007 et 22,92 M€ en 2006). Les amortissements du domaine concédé s'élèvent à 11,47 M€ contre 11,94 M€ en 2007. Cette diminution s'explique par la fin d'amortissement d'immobilisations anciennes, notamment d'installations de 1969 représentant une dotation annuelle de 442 K€. Les provisions de caducité représentent 9,90 M€ en augmentation mécanique du fait des investissements de 7,9 % sur 2007.

Les provisions pour dépréciation des créances se montent à 406 K€ retrouvant leur niveau tendanciel (0,5 % du chiffre d'affaires) après 701 K€ en 2007.

Les résultats

En définitive, l'**excédent brut d'exploitation** s'est élevé à 29,55 M€ (35,4 % du chiffre d'affaires comme en 2007) et le **résultat brut d'exploitation** a été de 8,05 M€ représentant 9,7 % du chiffre d'affaires (9,5 % du chiffre d'affaires en 2007 et 5,1 % en 2006).

Le résultat financier (hors dividende de Paris Rungis International) a été de 0,60 M€ (- 0,56 M€ en 2007 et - 1,14 M€ en 2006). Les frais financiers ont représenté 1,69 % du chiffre d'affaires.

La trésorerie moyenne disponible a été de 47,03 M€ à comparer à 39,12 M€ en 2007 et 32,03 M€ en 2006 et le taux de rendement financier moyen de 4,20 % contre 3,69 % en 2007 et 4,36 % en 2006.

Le résultat courant avant impôts est de 10,01 M€ à comparer à 8,36 M€ en 2007 et 3,95 M€ en 2006.

Le résultat exceptionnel est de 1,52 M€.

Les principaux produits exceptionnels ont concerné :
- la vente de DPA pour 1,80 M€ (principalement dans les bâtiments E3, C1, E5, A4 et D8a)
- les sanctions disciplinaires pour 177 K€.

Les principales charges exceptionnelles ont concerné la dépréciation de certains actifs (quais ferroviaires, DE1 et divers matériels techniques) pour 584 K€.

Les travaux de réparation du sol du pavillon de la Marée se sont traduits par une charge exceptionnelle de 1 013 K€ pratiquement compensée par un produit exceptionnel au titre de l'indemnité d'assurance de 983 K€.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 4,01 M€ représentant 36,3 % du résultat net comptable avant impôt.

Le résultat net comptable est de 7,04 M€.

Le bilan :

L'examen du bilan fait apparaître une situation nette au 31 décembre 2008 de 57,43 M€ avant répartition des résultats de l'exercice 2008.

La capacité d'autofinancement de l'exercice est de 28,97 M€ en progression par rapport à 2007 (28,46 M€) et 2006 (26,26 M€).

Les cautions reçues des clients (en numéraire et cautions bancaires) atteignent 18,37 M€, soit 25,1 % du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

Les dettes financières nettes de la trésorerie étaient de - 3,47 M€ au 31 décembre 2008.

Affectation du résultat :

Il est rappelé que les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices précédents ont été les suivants :

- 2007** : 6,05 € par action,
soit une distribution totale de 2 339 783 €
- 2006** : 2,60 € par action,
soit une distribution totale de 803 865 €
- 2005** : 0,96 € par action,
soit une distribution totale de 296 812 €

Pour l'exercice 2008, il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 7,50 € par action représentant une distribution totale de 2 900 558 € et l'affectation au report à nouveau de 4 141 735 € représentant le solde du résultat net de l'exercice.

Bureaux – Rungis – International (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100 % de la SEMMARIS, a été de 2,27 M€ en 2008 correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour l'ensemble des 21 141 m² de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 3,77 M€. Fin 2008, le taux d'occupation était de 90,34 % (contre 94,33 % à fin 2007 et 94,64 % à fin 2006).

L'avance en compte-courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 135,34 K€. BRI a remboursé 401,47 K€ sur cette avance qui se monte à 2,99 M€ à fin 2008.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

La politique de ressources humaines de la Semmaris

L'effectif mensuel moyen a été de 212 salariés (215 en 2007 et 219 en 2006). Le taux d'absentéisme moyen – hors congés de maternité – s'est élevé à 3,04 % (1,93 % en 2007 et 1,85 % en 2006).

Une somme de 262 K€ représentant 3,01 % de la masse salariale a été dépensée pour la formation professionnelle (2,41 % en 2007 et 2,26 % en 2006).

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé qui s'est traduit notamment par des augmentations générales des salaires de 1,2 % au 1^{er} avril, de 1,2 % au 1^{er} septembre et de 0,5 % au 1^{er} décembre.

Des accords collectifs d'entreprise ont été signés concernant l'intéressement et la participation s'étendant sur les exercices 2008, 2009 et 2010.

Une somme de 403 K€ sera versée en 2009 au titre de l'intéressement pour 2008 et une réserve de participation de 477 K€ a été constituée au titre de l'exercice.

Enfin, compte tenu du versement de la participation sur le Plan d'Épargne d'Entreprise, chaque salarié détient désormais un compte à ce titre. La capitalisation totale de ce plan était de 3,04 M€ à fin 2008 et l'abondement versé par la SEMMARIS à ce plan a représenté 191 K€ pour l'année 2008.

Le programme d'investissements de 2008

Le montant total des investissements réalisés en 2008 se monte à 28,18 M€, niveau proche de la capacité d'autofinancement brute qui a été de 28,97 M€.

Les principales opérations en 2008 ont concerné :

Mise aux normes d'hygiène alimentaire :

- Les études de rénovation du sous-secteur de la Volaille se sont poursuivies pour un montant de 215 K€.

Maintien du niveau technique de l'outil :

- Terminal ferroviaire : cette opération représente un montant total d'investissement, valeur 2006, de 19 M€ subventionné par la Région Ile-de-France, le Département du Val-de-Marne et la SNCF. Les immobilisations réalisées en 2008 ont été de 7,23 M€.

- Rénovation de l'installation de sprinklage des fruits et légumes : les travaux de rénovation, suite aux désordres constatés en 2001 qui ont fait l'objet d'une transaction en janvier 2007 se sont poursuivis en 2008 pour un montant de 2 284 K€. Ils sont pratiquement terminés à la fin de l'exercice. L'indemnité transactionnelle reçue, qui a été antérieurement comptabilisée en subvention d'investissement représente près de 75 % du coût des travaux.

- Cuve de stockage de fuel de la chaufferie : les deux cuves et leur système de raccordement à la chaufferie mises en place à l'origine du Marché étaient très vétustes. Une fuite grave s'est produite en janvier 2008. Il a été décidé de les détruire et de les remplacer par une cuve unique de petite taille compte tenu de l'utilisation actuelle du gaz comme combustible principal. Le coût des travaux s'est élevé à 1 035 K€.

- Création d'une canalisation enterrée de sprinklage : l'extension du nombre de bâtiments sprinklés sur le Marché a rendu nécessaire la réalisation d'une nouvelle canalisation permettant le maillage du réseau et évitant la construction d'une nouvelle source. Cette canalisation, qui permettra en outre le raccordement de nouveaux bâtiments a représenté un montant de travaux de 713 K€.

- Réhabilitation de la salle Libert Bou au rez-de-chaussée de la Tour RUNGIS : la salle Libert Bou présentait un potentiel calorifique très excessif au regard des règles ERP/IGH s'appliquant au rez-de-chaussée du bâtiment G3 ; d'autre part sa vétusté la rendait pratiquement non utilisable. Une rénovation complète a été effectuée en 2008 pour un montant de 463 K€.

Restructuration de locaux non loués ou mal occupés :

- Pignon Est du bâtiment D8 : ce local abandonné à l'occasion du regroupement des activités d'une entreprise, transférée sur la zone Euro Delta ne pouvait être reloué en l'état. Il a fait l'objet d'une rénovation complète pour un coût de travaux de 894 K€ en 2008. Le coût total de l'immobilisation est de 1,54 M€. Le local est, depuis le printemps 2008, occupé par la société DEXPA qui a acquitté un DPA.

- Sous-sols du bâtiment D3 (partie Ouest) du secteur des Fruits et Légumes : la transformation de la partie Ouest du bâtiment D3 de carreau en entrepôt avait conduit à neutraliser le sous-sol. Au prix de modifications des accès, des circulations et des équipements de sécurité incendie pour un coût total de 482 K€, ces sous-sols ont de nouveau trouvé preneurs.

Densification et nouvelles offres immobilières :

- Construction de la 2^e tranche du bâtiment DE2 de la zone Euro Delta : cette tranche a été construite en 2008 pour un montant de 7,78 M€ et livrée en septembre 2008 à la société SDV, qui a ainsi doublé les surfaces qu'elle occupait sur le Marché.
- Aménagement du boulevard circulaire Nord : un vaste parking a été déplacé et privatisé au profit de la société Petit Forestier pour un montant de travaux de 495 K€.
- Création d'un atelier de découpe en rive du pavillon V1P : l'évolution des conditions de distribution des produits carnés a conduit la société BUSNEL BREVIER à demander la création d'un atelier de découpe de viande. Un montant de 435 K€ a été immobilisé en 2008 et le nouvel atelier sera livré au printemps 2009.

Les activités internationales

La SEMMARIS a poursuivi en 2008 ses missions de conseil principalement en Asie, mais aussi au Pérou et en Ukraine.

En Chine, Rungis Consultant a continué sa coopération avec la société Shenzhen Agricultural Products Company, notre principal partenaire, en poursuivant les études générales pour le nouveau marché de Pinghu à Shenzhen et en commençant la définition du plan-masse du futur marché de Nanning (province du Guanzhi) qui sera construit sur un terrain d'environ 40 ha, idéalement situé au sud de cette ville.

Par ailleurs, Rungis Consultant a exécuté pour la Société CHR une étude de localisation d'une plateforme agroalimentaire à Tianjin.

A Shanghai, pour le marché de Xi-Jiao, Rungis Consultant est intervenu pour l'étude de la manutention des carcasses de porcs.

Enfin, au Vietnam, Rungis Consultant a réalisé une étude préliminaire d'implantation d'un marché de gros et d'une zone d'activités agroalimentaire au sud d'Hô-Chi-Minh-Ville pour la société Dong Nai Industrial Food.

En Ukraine, Rungis Consultant réalise une étude d'identification et de choix de terrain pour deux plateformes agroalimentaires à Odessa et Kiev pour le compte de la société ISF.

Au Pérou, Rungis Consultant a réalisé l'étude de programmation et le plan-masse de la rénovation du marché de gros de Santa Anita à Lima, pour la société EMMSA.

Le total des honoraires facturés en 2008 se monte à 308 K€.

Les actions internationales, pour le Marketing, en 2008 ont été orientées autour de quatre axes principaux :

- Etudes de marché, créations de bases de contacts, prospection avec les entreprises du MIN et actions de promotion de notre Ambassadeur de marque à Londres, principalement en direction des grossistes, grands magasins et restaurateurs de la capitale anglaise.
- Participation à des missions export et salons professionnels avec un stand Rungis à HOTELYMPIA (Londres), FRUIT LOGISTICA (Berlin) et GULFOOD (Dubai).
- Partenariat au Bocuse d'Or Europe en Norvège.
- Mise en œuvre des accords bilatéraux avec les marchés de gros de Madrid et Londres, via la participation commune à des salons à l'international et l'organisation de missions croisées de délégations de grossistes.

Le programme de marketing stratégique

Les deux enjeux principaux de ce programme sont le maintien de l'attractivité du site de Rungis dans un environnement complexe en pleine évolution et le soutien à la croissance du chiffre d'affaires des entreprises du Marché.

En plus des activités internationales, cinq grands types d'actions ont été développés en 2008 :

- Mise en œuvre d'outils de suivi et d'analyse de la fréquentation clients : 3 655 nouveaux clients ont pris une carte d'acheteur auprès de Rungis Accueil, soit une progression de 2 % par rapport à 2007.
- Réalisation d'études sur les opportunités d'outils de transformation en fruits et légumes sur le MIN, sur le potentiel des marchés fleurs et restauration en Grande-Bretagne.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

- Actions de communication "corporate" : 3^e Entretiens de Rungis, lancement d'une année de festivités dans le cadre des 40 ans de Rungis, lancement national de la Semaine du Goût à Rungis, Concours de l'Innovation en Ile-de-France, mise en avant de la marque dans les Brasseries Flo et mise en ligne du nouveau portail Internet www.rungisinternational.com
- Actions de communication commerciale : organisation d'événements à Rungis en partenariat avec la production et l'amont (50 ans de la volaille de Loué, La Bourgogne à Rungis, 250 millionième saumon de Norvège notamment) et d'animations sur les salons SIAL et EQUIP'HOTEL. Actions de marketing direct à destination des acheteurs et prospects (macarons "vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis"; création de plaquettes commerciales "S'implanter" et "Communiquer" à Rungis ; élargissement des actions de marketing direct aux professionnels de 5 régions limitrophes).
- Poursuite des programmes Rungis Education avec son déploiement auprès des cibles professeurs et élèves et la formation, en juillet, de 25 enseignants aux approvisionnements et à la logistique.

Le développement durable

La maîtrise d'ouvrage de la ligne de tramway entre Villejuif, l'aéroport d'Orly et Athis-Mons a été organisée et la maîtrise d'œuvre poursuit ses travaux. Les travaux préliminaires commencent sur le terrain.

Le chantier de rénovation du terminal ferroviaire fret du Marché a été très actif en 2008 et la réception des ouvrages se fera en plusieurs lots en 2009.

La SEMMARIS a réalisé sur son réseau de chaleur le remplacement de l'ancien stockage de fioul lourd et son déplacement dans le prolongement de la chaufferie. Cet ouvrage voit sa capacité de stockage divisée par sept, répondant ainsi aux nouvelles réglementations et limitant très sensiblement les risques en matière de pollution accidentelle et d'incendie.

Dans le cadre de l'arrêté préfectoral n° 2004/4305 du 15 novembre 2004, la SEMMARIS s'est dotée courant 2008 de systèmes automatiques d'obturation de ses réseaux d'eaux pluviales en cas de pollution accidentelle sur le MIN de Rungis.

Entamée depuis 2001, la tendance baissière de la consommation d'eau s'est confirmée en 2008. Avec un million de mètres cubes achetés elle a diminué de près de 7 % grâce à la poursuite d'une meilleure maîtrise des installations (par exemple avec l'équipement de robinets à détecteur de présence à l'occasion de la réfection de sanitaires). L'amélioration du rendement du réseau a réduit les pertes à moins de 6 %.

De même, la consommation d'électricité a été stabilisée, notamment grâce à de bonnes performances réalisées par certaines installations de froid.

Le remplacement de l'ensemble des sources lumineuses intérieures des bâtiments se poursuit au profit d'équipements à basse consommation. En outre, la révision de ces installations s'est accompagnée du transfert du pilotage des éclairages intérieurs aux secteurs de la SEMMARIS qui les allument et les éteignent en fonction des besoins réels.

Parallèlement, une étude sur l'éclairage public a été lancée en 2008 et se poursuivra en 2009 avec un triple objectif : fiabiliser les installations, trouver des sources plus économes et renforcer la sécurité nocturne du Marché, tant en termes de circulation que de sûreté des personnes. La fiabilisation des installations à haute tension a conduit en 2008 au remplacement de trois postes, permettant notamment de prévenir les risques de pannes. L'intégralité des transformateurs placés sous la responsabilité de la SEMMARIS sont désormais exempts de PCB (polychlorobiphényles).

Evènements survenus depuis le début de l'exercice 2009

Aucun évènement nouveau significatif susceptible d'affecter les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2009. Cependant, les incertitudes exceptionnelles concernant la profondeur et la durée de la crise économique obligent à témoigner une prudence accrue par rapport aux exercices précédents vis-à-vis de la réalisation des prévisions.

Résultats financiers des 5 derniers exercices

	2004	2005	2006	2007	2008
Situation financière					
a) Capital social	4 946 864	4 946 864	4 946 864	6 187 856	14 696 158
b) Nombre d'actions émises	309 179	309 179	309 179	386 741	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	—	—	—	—	—
Résultat global des opérations effectuées					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	72 393 970	75 155 736	77 214 991	80 634 256	83 391 038
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	22 886 172	23 309 268	27 859 442	33 169 709	32 910 961
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	1 173 987	1 140 035	2 308 782	4 543 556	4 008 849
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	—	—	—	650 026	476 645
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1 268 536	1 371 049	3 680 668	7 101 863	7 042 292
f) Montant des bénéfices distribués	296 812	296 812	803 865	2 339 783	2 900 558
Résultat des opérations réduites à une seule action					
a) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	74,02	75,39	90,11	85,77	85,10
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	4,10	4,43	11,90	18,36	18,21
c) Dividende passé à chaque action	0,96	0,96	2,60	6,09	7,50
Personnel					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	223	225	219	215	212
b) Montant de la masse salariale	8 151 891	8 437 621	8 781 263	8 742 939	8 995 187
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	4 402 854	4 523 008	4 634 559	4 798 244	5 043 001

Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

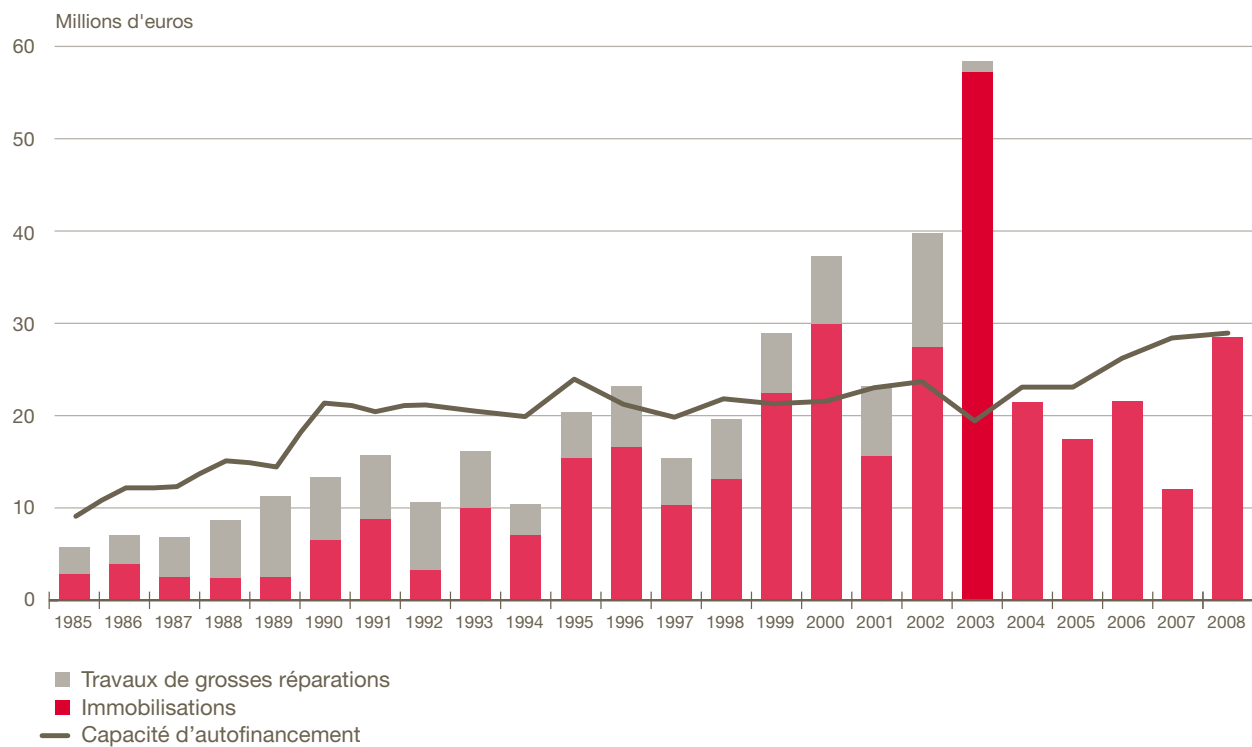
Nom / Nature du mandat	Société
Pierre ACHARD (jusqu'au 23/09/2008)	
Membre du Conseil de Surveillance	Compagnie Nationale du Rhône (SA d'Intérêt Général) Parsys (SA)
Corso BAVAGNOLI (depuis le 12/09/2008)	
Administrateur	Laboratoire Français du Fractionnement et des Biotechnologies (SA)
Gilles BOISSONNET	
Président	Altaréa France (SAS) Compagnie Retail Park-CRP (SAS) Compagnie Retail-Park Développement (SAS) Foncière Altaréa (SAS) Alta Drouot (SAS)
Représentant permanent de Altaréa France	Alta CRP Montmartre / Alta Saint-Honoré / Alta Berri / Sillon 3 / Wagram 39-41/ SAS Sillon / Les Halles du Beffroi / Alta Cité / Avenue de Fontainebleau L'Empire / Nanterre Quartier de l'Université / Altaréa PPI SNC des 3 Communes / Alta CRP Aubergenville / Alta CRP Gennevilliers Alta CRP Guipavas / Alta CRP Investissement / Alta CRP Noyon Alta CRP Pontault-Combault / Alta CRP Puget / Alta CRP Rambouillet Alta CRP Ris-Orangis / Alta CRP Ronchin / Alta CRP Ruaudin Alta CRP Saint-Aunes / Alta CRP Valbonne/ Alta CRP Pierrelaye / Aubergenville 2 /Gennevilliers 2 /Teci et Cie/ Foncière Cézanne Mermoz Matignon Commerce / Altaréa Les Tanneurs / Bordeaux Ste-Eulalie Alta Matignon / SNC du Sud du CC de Thiais / SNC du CC de Thiais / Altaréa 2 Sillon 2 / Matignon Commerce / Foncière Cézanne Matignon / Drouet d'Erlon Plaisir 1 / Plaisir 2 / Avenue Paul Langevin / Collet Berger / Grand Tour SNC du CC de Valdoly /Alta Mulhouse / Sté d'Aménagement de la Gare de l'Est / SNC Alta Aubette / SNC Société du CC de Massy / SNC du CC du KB / Aubette / Tourisme Résidence / Alta Thionville / Alta Tourcoing / Alta Troyes / Altaréa Promotion Commerce / Monnet Liberté / SNC Altaréa / Sorac / Alta CRP Mougins / Alta CRP La Valette / AG Investissement / Alta CRP Mantes-la-Jolie SNC Crèches Invest / SCI du 46 / Bourg Belé / Alta St-Georges / Rue de l'Hôtel de Ville / Bercy Village / Bercy Village 2 / Reims Burette / Troyenne d'Investissement / Lille Grand-Place / Vendôme Massy 2 / Kleber Massy Alta Nouveau Port La Seyne / SCI du Centre d'Affaires du KB SCI Espace Grand Rue / SCI Des Clausonnes / SEP Massy
Représentant permanent de Compagnie Retail Park-CRP	Alta CRP Vivienne Alta Coparts SCI du Petit Menin SCI Fernet
Président et Membre du Directoire Gérant	Altaréa France (SAS) SARL Les Clausonnes Investissement

Nom / Nature du mandat	Société
Bruno BORREL	
Administrateur Président	Banque Populaire Rives de Paris (SA) Odéon Développement (SAS) Odexport (SAS) Odéon (SAS) Société Basco-Savoyarde d'Investissement BSI (SAS) Société de Commission de Produits Laitiers SCPL (SAS)
Directeur Général	Fromages et Détail (SAS) Gourmandises et Fromages (SAS) Odéon (SAS)
Eric DUMAS	
Membre du Conseil de Surveillance	Altaréa (SCA) Altareit (SCA)
Membre du Directoire Cogérant	Altaréa France (SAS) Altaréa Management (SNC)
Jean-François FAVRE	
Directeur Général	Alta Cité Avenue de Fontainebleau
Président et membre du Conseil de Surveillance Gérant ou Cogérant de SARL et SNC	Altaréa France SNC Alta Matignon / SNC du Sud du CC de Thiais / Alta Mulhouse / Alta Marigny / Carré de Soie / Sté d'Aménagement de la Gare de l'Est / Alta aubette Cœur Chevilly / SNC du Centre Commercial du KB / Alta Tourcoing / Monnet Liberté / SNC Altaréa / SNC Le Havre René Coty / SNC du CC du Grand Argenteuil / SNC Crêches Invest / SCI Alta Saint-Georges / SCCV Jardins de la Seine 1/ SCCV Jardins de la Seine 2 / OPEC / Socobac / Hippodrome Carré de soie / SCI Centre d'Affaires du Krémolin-Bicêtre / SCI Limoges Invest
Mireille FLAM	
Présidente du Conseil de Surveillance	Sogaris (SA)
Vice-Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Crédit Municipal de Paris
Déléguée de la Ville de Paris aux Assemblées Générales	Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU)
Marc HERVOUET	
Directeur Général	Somavog (SAS) Financière Courtin Hervouet (SAS)
Président Représentant du Président	Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.) Financière Courtin Hervouet de ALVI 2000 (SAS) Financière Courtin Hervouet de SAS Cottin Financière Courtin Hervouet de SAS Courtin Hervouet & Associés
Gérant	Etablissements Jouhaud (SARL)
Christian HERVY	
Président	SEMHACH pour la gestion de la géothermie à Chevilly-Larue
Membre	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à Sogaris
Vice-Président	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
Administrateur	Sadev 94 (SAEM)
Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Agence de Développement du Val-de-Marne

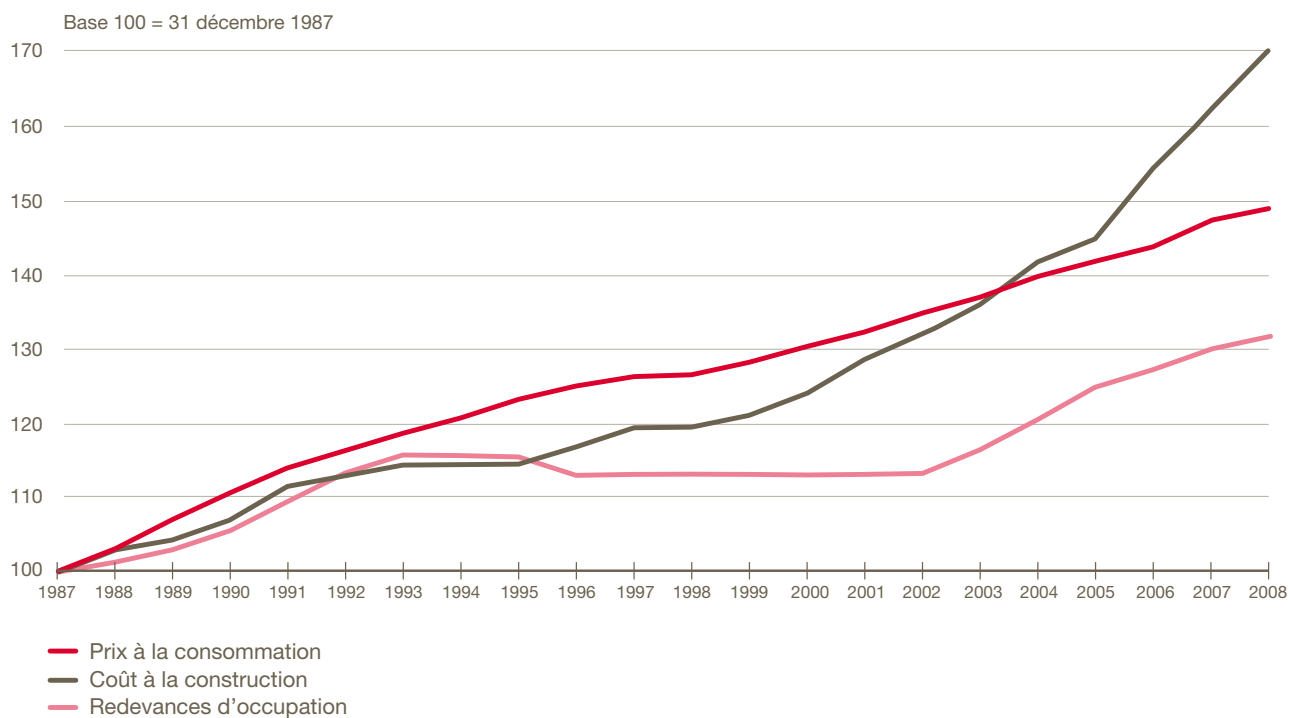
Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom / Nature du mandat	Société
Olivier MAREMBAUD	
Président du Conseil d'Administration	Transport et Logistique Partenaires (SA)
Administrateur	SNCF Participations (SA) Financière Ermewa Geodis Biocydex SAS
Gérant associé	Olivier Marembaud Conseil (SARL sans activité)
Membre du Conseil de Surveillance	Fret GV
Jacques NICOLET	
Président du Conseil de Surveillance	Altaréa (SCA)
Président	JN Investissements JN Holding
Co-Gérant	Damejane (SCI)
Gérant	14, rue des Saussaies (SCI) JN Participations (SNC)
Membre du Conseil de Surveillance	Altaréa France (SAS) Altareit (SCA) Cogedim (SAS)
Administrateur de sociétés étrangères	SA Productions de Monte-Carlo Altarea Italia SRL Altarea Espana Altarag Srl
Représentant permanent de Altaréa au Conseil de Surveillance	Cogedim
Christian PEPINEAU	
Président-Directeur Général	Paris-Select (SA) Select Diffusion (SA)
Administrateur	Sopexa (SA) Grefel (SA)
Philippe PRONOST (jusqu'au 11/09/2008)	
Administrateur	Laboratoire Français du Fractionnement et des Biotechnologies (SA) Charbonnages de France (EPIC) La Française des Jeux (SA)
Marc SPIELREIN	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International
Président-Directeur Général	Société Agricole et Immobilière du golf de St-Nom-la-Bretèche (SA)
Administrateur	Groupe Revue Fiduciaire (SA) Florence Doré (SA)
Alain TARAVELLA	
Président	Altafinance 2 (SAS) Alta Patrimoine (SAS) Altafi 2 (SAS)
Cogérant	Altaréa (SCA)
Membre du Conseil de Surveillance	Altaréa France (SAS)
Président du Conseil de Surveillance	Cogedim (SAS)
Président et Adm. de S ^{tés} étrangères	Altarea Inc. Altarea Italia SRL Altarea Espana Altarag Srl

Evolution de l'investissement brut



Evolution comparée des tarifs de redevance, de l'indice des prix à la consommation et du coût à la construction



Bilan

au 31 décembre 2008

ACTIF	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amortissement et provisions	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	590 520	445 057	145 463	153 693
Autres (logiciels)	478 747	445 057	33 690	60 653
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326
Immobilisations en cours (logiciels)	20 447		20 447	1 714
Immobilisations corporelles propres à la société	2 449 236	2 245 427	203 808	263 829
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	225 143	217 557	7 586	13 936
Matériel de transport	120 016	88 150	31 866	47 353
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 537 386	1 437 168	100 218	138 402
Agencements et installations	339 484	339 484		
Immobilisations corporelles du domaine concédé	449 052 141	96 459 294	352 592 847	336 462 333
<i>Immobilisations non renouvelables</i>				
Terrains	6 850 091		6 850 091	6 850 091
Constructions	191 539 682		191 539 682	182 719 353
Agencements et installations générales et divers	24 995 538		24 995 538	24 496 905
<i>Immobilisations renouvelables</i>				
Matériel et outillage	112 686 319	47 405 384	65 280 935	65 003 892
Agencements et installations	100 852 882	49 053 910	51 798 972	53 366 303
Immobilisations en cours	11 657 722		11 657 722	4 022 113
Avances et acomptes sur immobilisations	469 907		469 907	3 677
Immobilisations financières	13 703 815		13 703 815	14 104 226
Participations	10 411 079		10 411 079	10 411 079
Créances rattachées à des participations	2 990 513		2 990 513	3 391 983
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085
Prêts				
Autres	282 138		282 138	281 079
Total I	465 795 712	99 149 778	366 645 934	350 984 081
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Autres approvisionnements				
Avances et acomptes versés	53 561		53 561	20 173
Créances d'exploitation	19 341 943	1 391 074	17 950 868	16 228 623
Clients et comptes rattachés	13 450 091	1 391 074	12 059 016	11 774 764
Autres débiteurs	5 855 111		5 855 111	4 453 859
Créances diverses	36 741		36 741	
Valeurs mobilières de placement	46 101 665	45 218	46 056 448	44 536 044
Actions				
Autres titres	46 101 665	45 218	46 056 448	44 536 044
Disponibilités	243 283		243 283	166 478
Banques et Chèques Postaux	213 782		213 782	133 588
Caisses	9 073		9 073	11 962
Régies d'avance	20 429		20 429	20 929
Charges constatées d'avance	968 661		968 661	1 223 145
Total II	66 709 113	1 436 292	65 272 821	62 174 463
Comptes de régularisation				
Charges à répartir				
Primes de remboursement des obligations				
Total général	532 504 825	100 586 070	431 918 754	413 158 544

PASSIF	Avant répartition	
	Exercice N	Exercice N-1
Capitaux propres		
Capital	14 696 158	6 187 856
Prime d'apport	15 050 703	24 409 836
Réserve légale	1 469 616	494 686
Autres réserves		
Report à nouveau	19 174 078	14 536 097
Résultat de l'exercice	7 042 292	7 101 863
Sous-total situation nette	57 432 847	52 730 338
Autres fonds propres - droits du concédant		
Subventions nettes reçues	58 136 205	53 479 691
Amortissements de caducité	196 211 063	186 307 046
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392
Sous-total droits du concédant	277 736 659	263 176 129
Total I	335 169 506	315 906 467
Provisions		
Provisions pour risques	1 074 720	1 027 986
Provisions pour charges		
Total II	1 074 720	1 027 986
Dettes		
Dettes financières	42 878 433	47 186 052
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 033 948	34 322 439
Autres dettes financières	14 844 485	12 863 613
Avances et acomptes reçus	204 440	338 436
Dettes d'exploitation	19 805 188	20 487 041
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 471 511	11 287 184
Dettes fiscales et sociales	6 801 749	8 579 863
Autres	531 928	619 994
Dettes diverses	11 907 908	7 323 930
Dettes sur immobilisations	11 383 036	6 663 637
Autres	524 872	660 294
Produits constatés d'avance	20 878 560	20 888 632
Total III	95 674 529	96 224 092
Total général	431 918 754	413 158 544

Compte de résultat (en liste)

exercice 2008

	Exercice N		Exercice N-1	
	Montants H.T.	Totaux partiels	Montants H.T.	Totaux partiels
Produits d'exploitation				
Prestations de services				
- Produits proportionnels	14 671 468		14 216 078	
- Produits ordinaires	46 205 452		44 504 933	
- Produits sur services concédés	1 617 149		1 556 492	
- Charges récupérables	20 908 808		20 053 015	
- Produits divers	164 554		152 976	
- Produits des activités annexes et remises accordées	- 176 392		150 762	
Montant du chiffre d'affaires		83 391 038		80 634 256
Reprises sur provisions	520 514	520 514	1 214 798	1 214 798
Transferts de charges	616 088	616 088	315 618	315 618
Autres produits et subventions d'exploitation	47 244	47 244	44 009	44 009
Total I		84 574 884		82 208 681
Charges d'exploitation				
Consommation de l'exercice		38 747 322		37 568 134
Achats stockés				
- Autres approvisionnements	312 266		611 229	
Achats non stockés de matières premières	7 280 550		6 612 375	
Services extérieurs				
- Personnel extérieur	1 077 647		1 011 028	
- Loyer crédit-bail	0		254 360	
- Autres	30 076 858		29 079 143	
Impôts, taxes et versements assimilés		1 053 768		937 606
- Sur rémunérations	296 170		250 520	
- Autres	757 598		687 086	
Charges de personnel		14 038 188		13 541 184
- Salaires et traitements	8 995 187		8 742 939	
- Charges sociales	5 043 001		4 798 244	
Dotations aux amortissements et provisions		22 016 469		22 220 449
- Sur immobilisations	11 656 370		12 145 037	
- Provisions sur actif circulant	406 082		700 852	
- Provisions pour risques et charges	9 954 017		9 374 561	
Autres charges	669 744	669 744	291 326	291 326
Total II		76 525 491		74 558 700
1) - Résultat d'exploitation (I-II)		8 049 393		7 649 981
Produits financiers		3 369 071		2 732 675
De participation	1 362 470		1 274 032	
D'autres valeurs mobilières et créances et de l'actif immobilisé	13 194		60 463	
Différence positive de change	27		0	
Cession valeurs immobilières	1 993 380		1 398 179	
Total III		3 369 071		2 732 675
Charges financières		1 408 388		2 020 581
Dotations aux amortissements et provisions	7 084		38 134	
Intérêts et charges assimilées	1 363 766		1 968 373	
Différence négative de change	4 538		175	
Cession valeurs mobilières	33 000		13 900	
Total IV		1 408 388		2 020 581
2) - Résultat financier (III-IV)		1 960 683		712 093
3) - Résultat courant avant impôt (1 + 2)		10 010 077		8 362 074
Produits exceptionnels		3 304 690		7 778 307
Sur opérations de gestion	2 087 062		2 283 658	
Sur opérations en capital				
- Produits de cession éléments actifs	39 984		16 956	
Autres	74 388		2 968 094	
Reprise de provisions	119 864		382 382	
Transferts de charges	983 391		2 127 216	
Total V		3 304 690		7 778 307
Charges exceptionnelles		1 786 981		3 844 935
Sur opérations de gestion	118 216		484 191	
Sur opérations en capital				
- Valeur comptable des éléments cédés	583 373		500 781	
- Autres	1 085 392		2 647 104	
Dotations aux amortissements et provisions			212 860	
Total VI		1 786 981		3 844 935
4) - Résultat exceptionnel (V-VI)		1 517 709		3 933 372
Participation des salariés (VII)	476 645	476 645	650 026	650 026
Impôt sur les bénéfices (VIII)	4 008 849	4 008 849	4 543 556	4 543 556
Total des produits (I + III + V)		91 248 645		92 719 662
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		84 206 353		85 617 799
Bénéfice		7 042 292		7 101 863

Flux de trésorerie

exercice 2008

	Année N	Année N-1
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations courantes)		
Résultat de l'exercice	6 319 105	5 078 777
Dotations aux amortissements & provisions sur actifs	12 069 536	12 884 022
Reprises dotations aux amortissements & provisions sur actifs	- 517 248	- 530 340
Dotations aux provisions du passif	9 954 017	9 374 561
Reprises dotations aux provisions du passif	- 3 266	- 985 000
Total I	27 822 145	25 822 020
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations exceptionnelles)		
Résultat de l'exercice	723 187	2 023 085
Dotations aux amortissements & provisions sur actifs immobilisés		212 860
Reprises dotations aux amortissements & provisions sur actifs immobilisés	- 119 864	- 50 408
Dotations aux provisions du passif		
Reprises dotations aux provisions du passif		- 31 431
Plus ou moins-values de cessions	543 389	483 825
Total II	1 146 711	2 637 931
Capacité d'autofinancement (I + II)		
	28 968 856	28 459 951
Créances clients et comptes rattachés	- 173 087	- 949 552
Autres créances d'exploitation	- 1 216 896	202 655
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 184 327	- 106 613
Autres dettes d'exploitation	- 2 145 671	2 643 523
Variation du besoin en fonds de roulement	- 2 351 327	1 790 013
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	26 617 529	30 249 964
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles & incorporelles	- 28 183 201	- 11 886 562
Cessions d'immobilisations	441 454	412 156
Autres encaissements et décaissements	4 719 399	1 260 477
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 23 022 348	- 10 213 929
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation de capital et autres fonds propres	4 656 514	32 541 249
Dividendes versés	- 2 339 783	- 803 865
Encaissements de nouveaux emprunts	77 000	
Remboursements d'emprunts	- 6 382 551	- 6 729 575
Remboursements d'avance de l'Etat		- 30 739 438
Autres variations financières	1 992 527	24 518
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 1 996 293	- 5 707 112
Trésorerie nette à l'ouverture	44 592 526	30 263 602
Trésorerie nette à la clôture	46 191 414	44 592 526
Variation de trésorerie	1 598 888	14 328 923

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2008

1] FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le pavillon de la Marée, totalement restructuré de 2001 à 2003, a subi dès 2005 un important sinistre de construction sur les 26 000 m² de résine de sol du rez-de-chaussée (cloquage et fissurations). Après deux ans d'investigation sur les causes, les responsabilités et le processus de réfection, une première phase de réparation des quais de Boulogne et de Lorient s'est déroulée à l'été 2007 pour un coût de 2,1 M€. Une deuxième phase de travaux concernant les aires de circulation et une partie des locaux privatifs a été réalisée en juillet et août 2008 pour 1 M€, la fin des travaux de réfection d'un montant de 0,76 M€ étant programmée pour l'été 2009. La totalité du coût de ces travaux a été pris en charge et remboursé par AXA dans le cadre de la police dommages-ouvrage souscrite lors de la restructuration du bâtiment. Les dépenses relatives à cette opération sont inscrites en charges exceptionnelles, l'indemnité perçue en produits de même nature. La part de l'indemnité relative aux travaux prévus en 2009, et déjà perçue, est inscrite au bilan en produits constatés d'avance.

De 1995 à 2001, sous la pression de ses assureurs, la SEMMARIS a mis en place un réseau de protection incendie (sprinklers) dans les 9 grands bâtiments du secteur des Fruits et Légumes.

Dès 2001, cette installation a souffert de désordres de corrosion interne et externe affectant son bon fonctionnement. Sur la base d'une expertise qui concluait à un sinistre quasi généralisé et évolutif la SEMMARIS a, au cours de l'année 2004, saisi le Tribunal de Commerce à l'encontre des constructeurs et de leurs assureurs en invoquant le caractère décennal des désordres. Les opérations d'expertise se sont poursuivies sans résultat pendant plus de 2 ans et demi.

Une possibilité de transaction a émergé fin 2006 avec l'ensemble des parties. Elle s'est concrétisée par un projet de protocole qui a été soumis au Conseil d'Administration de la SEMMARIS en décembre 2006, sur la base d'une indemnité transactionnelle de 1,95 M€.

Sur le plan technique, la solution consiste en l'application d'un traitement curatif des canalisations. Les travaux commencés en septembre 2007 se sont achevés en fin d'année 2008. Le coût de cette opération s'est élevé à 2,637 M€, honoraires compris. Elle est assortie d'une garantie décennale.

Compte tenu de la réelle prolongation de durée de vie de l'installation et du fait que l'immobilisation d'origine avait fait l'objet d'un amortissement accéléré à partir de la connaissance du sinistre, les travaux de remise à niveau sont activés et amortis sur une durée de 10 ans. L'indemnité transactionnelle reçue en 2007, représentant 74 % du coût des travaux a été comptabilisée en subvention d'investissement.

2] PRESENTATION DE LA SOCIETE

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965 modifié, la SEMMARIS est concessionnaire de l'Etat pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962. Les conventions avec l'Etat, en vigueur au 31 décembre 2008, fixent le terme du contrat de concession au 29 avril 2034.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

3] REGLES ET METHODES COMPTABLES

3-1 Principes

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

3-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

- **Immobilisations du domaine concédé** qui devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'Etat, complétant les dispositions du Décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'Etat dès leur édification ou leur acquisition par la société.

a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en « autres fonds propres ». Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

Il est calculé :

- Linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.
- Sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellements utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

- **Immobilisations propres**, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.

b) Amortissement techniques

Depuis le 1^{er} janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement. Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

Agencements et installations	de 10 à 40 ans
Mobilier et matériel de bureau	de 5 à 10 ans
Matériel informatique	5 ans
Véhicules	5 ans

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

c) Provision pour dépréciation

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif de bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. A ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3-2-a).

3-3 Immobilisations financières

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

3-4 Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

3-5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une provision est constatée par rapport au dernier prix du marché.

Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2008

3-6 Autres fonds propres

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan. Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

3-7 Provisions pour risques et charges

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes. Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes.

Le poste « provisions » du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

3-8 Droits de première accession

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1^{er} janvier 2004. Pour l'exercice 2008, son montant s'élève à 660 K€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable du Service de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession concernant des réaffectations de locaux libérés dans le cadre de résiliations, sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion. Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

4] CONSOLIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du Code de commerce, en dérogation des principes comptables, la société ne publie pas de comptes consolidés ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

5] COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

5-1 Immobilisations incorporelles

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles propres à la société					
Autres (logiciels)	405 313	1 961	253	71 726	478 747
Immobilisations en cours	1 714	90 459		- 71 726	20 447
Immobilisations incorporelles du domaine concédé					
Marque commerciale ⁽¹⁾	91 326				91 326
Total	498 353	92 420	253	0	590 520

(1) En 1997, la société a acheté la marque "Rungis Actualités". Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326 € a été classée en "immobilisation non renouvelable du domaine concédé". Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

5-2 Immobilisations corporelles

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations corporelles propres à la société					
	2 441 373	29 240	21 377		2 449 236
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	229 459		4 316		225 143
Matériel de transport	133 585		13 569		120 016
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 511 639	29 240	3 492		1 537 386
Agencements, installations	339 484				339 484
Immobilisations du domaine concédé	422 030 433	28 060 483	1 038 774		449 052 141
<i>Immobilisations non renouvelables</i>					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	182 719 353		74 788	8 895 117	191 539 682
Agencements, installations et divers	6 077 406			498 633	6 576 039
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
<i>Immobilisations renouvelables</i>					
Matériel industriel	106 563 101		764 446	6 887 664	112 686 319
Agencements, installations	97 375 193		21 184	3 498 873	100 852 882
Immobilisations en cours	4 022 113	27 594 253	178 357	- 19 780 287	11 657 722
Avances et acomptes sur immobilisations					
	3 677	466 230			469 907
Total	424 471 806	28 089 723	1 055 835		451 505 693

Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2008

Les principales variations des postes immobilisations corporelles proviennent de :

La constatation d'immobilisations en cours pour 27,6 M€ dont les principales opérations concernent :

L'extension du bâtiment DE2 sur la zone Euro-Delta	7,8 M€
La poursuite des travaux de restructuration du Terminal Ferroviaire	7,2 M€
La remise en état des installations de sprinklers des bâtiments Fruits & Légumes	2,3 M€
Divers travaux de sécurité incendie et d'extension du réseau de sprinklers	2,0 M€
La réhabilitation de locaux divers en second œuvre	1,9 M€
La rénovation de réseaux techniques (fluides, vidéosurveillance et G.T.C.)	1,3 M€
Le déplacement et l'enfouissement des cuves à fioul de la chaufferie	1,0 M€
La fin des travaux de réhabilitation du pignon est du bâtiment D8	0,9 M€

La diminution des immobilisations en cours pour 19,8 M€ dont les principales réalisations sont :

La livraison des surfaces d'entrepôts rénovés :	
Extension du bâtiment DE2 sur la zone Euro-Delta	7,8 M€
Pignon est du bâtiment D8	1,5 M€
La mise en service d'installations de sécurité	1,8 M€
La mise en service des travaux de rénovation du sprinkler des bâtiments F. & L.	2,6 M€
La mise en service de travaux de réhabilitation de locaux divers	1,3 M€
La mise en service des travaux de déplacement des cuves à fioul de la chaufferie	1,0 M€
La mise en service des travaux de rénovation de réseaux techniques	1,2 M€

La sortie d'immobilisations du patrimoine pour 1,06 M€ parmi lesquelles :

Divers équipements techniques renouvelés (vidéosurveillance et G.T.C.)	0,7 M€
Etudes sans suite sur le projet de construction du bât. DE1 sur la zone Euro-Delta	0,2 M€

La variation du poste « acomptes versés sur immobilisations » (+ 466 K€) concerne des avances sur commandes dans le cadre de l'opération de restructuration du Terminal Ferroviaire. Ces avances sont reprises sur les situations mensuelles de travaux.

5-3 Amortissements

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	344 660	100 637	240	445 057
Immobilisations propres à la société	2 177 544	89 260	21 377	2 245 427
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	215 523	6 350	4 316	217 557
Matériel de transport	86 232	15 487	13 569	88 150
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 373 237	67 424	3 492	1 437 168
Agencements, installations	339 484			339 484
Immobilisations corporelles concédées	84 851 161	11 466 473	455 414	95 862 219
<i>Immobilisations renouvelables</i>				
Matériel industriel	41 559 210	6 292 641	446 466	47 405 384
Agencements et installations	43 291 951	5 173 832	8 948	48 456 835
Total général	87 373 365	11 656 370	477 031	98 552 704

5-4 Immobilisations financières

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 411 079			10 411 079
Créances rattachées à des participations	3 391 983		401 470	2 990 513
Autres titres	20 085			20 085
Autres	281 079	1 059		282 138
Total	14 104 226	1 059	401 470	13 703 815

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit :

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
I - Filiales									
B. R. I. ⁽¹⁾	2 896 531	0	100,00	10 395 072	2 990 513	—	2 271 453	1 221 969	1 221 890
II - Filiales									
- 1 %	—	—	—	36 092	—	—	—	—	—

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 70 pour la réalisation d'un programme de 21 000 m² de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90 % des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100 % du capital.

5-5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent :

Des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour	14,77 M€
Des parts de FCP en valeur de marché pour	1,01 M€
Des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour	23,16 M€ dont 0,16 M€ d'intérêts courus
Des obligations pour	7,16 M€ dont 0,17 M€ d'intérêts courus.

La valeur d'inventaire des obligations est arrêtée sur la base des cours moyens de Bourse du mois de décembre. Hors coupons courus elle s'élève à 7 016 981 € traduisant d'une part 66,9 K€ de plus-values latentes et d'autre part 45,2 K€ de moins-values latentes au titre desquelles une provision complémentaire de 7,1 K€ est comptabilisée sur l'exercice.

5-6 Tableau de variation des capitaux propres

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	6 187 856	8 508 302		14 696 158
Prime d'apport	24 409 836		9 359 132	15 050 703
Réserves	494 686	974 929		1 469 616
Report à nouveau	14 536 097	4 637 981		19 174 078
Résultat de l'exercice	7 101 863	7 042 292	7 101 863 ⁽¹⁾	7 042 292
Subventions d'investissement nettes	53 479 691	4 656 514		58 136 205
Amortissements de caducité	186 307 046	9 904 017		196 211 063
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
Total général	315 906 467	35 724 034	16 460 995	335 169 506

(1) Dont dividendes distribués 2 339 783 €.

Le capital est composé 386 741 actions d'une valeur nominale qui a été portée de 16 € à 38 € par prélèvement sur la prime d'apport lors de l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008.

Les subventions reçues au cours de l'exercice concernent :

- La participation des collectivités (région Ile-de-France, département du Val-de-Marne et SNCF) à la restructuration du terminal ferroviaire pour 4,54 M€
- Le remboursement par la RATP des travaux réalisés pour le passage sur le marché de la ligne de tramway Villejuif - Athis-Mons (120 K€).

Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2008

5-7 Tableau de variation des provisions

	Valeur en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Valeur à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques et charges	1 027 986	50 000	3 266		1 074 720
Provisions pour risques et charges					
- Autres provisions	1 027 986	50 000	3 266		1 074 720
Provisions pour dépréciations	2 219 179	406 082	470 461	166 651	1 988 149
- Immobilisations corporelles du domaine concédé	716 939			119 864	597 075
- Clients	1 502 240	406 082	470 461	46 787	1 391 074
Total général	3 247 164	456 082	473 727	166 651	3 062 869

Provisions pour risques :

Les contentieux prud'homaux n'ayant pas évolué au cours de l'exercice, les provisions constituées fin 2006 à hauteur de 200 K€ sont maintenues.

Provisions pour dépréciations des immobilisations du domaine concédé :

La provision reprise concerne le quai ferroviaire n° 4 détruit en 2008 dans le cadre de la restructuration du terminal ferroviaire.

Subsiste par ailleurs en fin d'exercice une provision de 597 K€ concernant d'une part les installations non amorties du bâtiment V2P (454 K€), actuellement inoccupé, et vouées à la destruction lors de la restructuration de ce bâtiment et d'autre part le quai ferroviaire n° 5 (143 K€) qui doit être détruit en 2009 dans le cadre de la restructuration du terminal fer.

Au cours de l'exercice 2004, la société a fait l'objet d'une vérification fiscale de sa comptabilité pour les années 2001 et 2002. Lors de ce contrôle, l'administration fiscale a considéré qu'un complément de taxe professionnelle assis sur la cotisation minimale sur la valeur ajoutée serait dû à hauteur de 280 K€ en refusant la déductibilité des amortissements de caducité.

Sur la base de l'article 1647 B sexies II du C.G.I. qui autorise les bailleurs à déduire de leur valeur ajoutée les amortissements se rapportant aux biens donnés en location, aucun supplément d'imposition ne serait exigible. Notre réclamation contentieuse du 6 janvier 2006 ayant été rejetée par la D.V.N.I., une requête introductive d'instance a été déposée au Tribunal Administratif le 30 mars 2007. La procédure n'a pas évolué au cours de l'exercice et le jugement n'est donc pas rendu au 31 décembre 2008.

Aucune provision pour risque n'est comptabilisée à la clôture de l'exercice : au 31 décembre 2008, le montant cumulé du risque maximal s'élève à 1 051 K€ hors intérêts de retard.

En date du 9 février 2007, sans aucune information préalable, l'ORGANIC, devenu Régime Social des Indépendants, a adressé à la SEMMARIS une mise en demeure lui imposant le paiement (avec pénalités et majorations de retard) de la contribution sociale de solidarité due au titre des années 2003 à 2006 inclus.

Compte tenu d'une décision explicite antérieure du R.S.I. exonérant la SEMMARIS de cette contribution, la société a saisi le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale. Le jugement rendu le 20 décembre 2007 fait droit à notre recours en précisant que la modification d'appréciation des textes par l'organisme social ne pouvait concerner que les cotisations à venir et ne saurait être rétroactive, le Tribunal a également prononcé la prescription de l'exercice 2003. Le R.S.I. qui avait formé appel de ce jugement le 18 janvier 2008 s'est finalement désisté à l'audience de la Cour d'Appel du 17 décembre 2008.

5-8 Comptes de régularisation

Les **charges constatées d'avance** s'élèvent à 968 661 € HT. Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

Achats	109 004 € HT
Services extérieurs	836 409 € HT
Autres	23 249 € HT

Les **produits constatés d'avance** en fin d'exercice s'élèvent à 20 878 560 € HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes. Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (cf. note 3-8) et l'indemnité d'assurance sur le sinistre résine du pavillon de la marée (cf. note 1) :

Redevance d'occupation et charges (net des remises pour paiement par prélèvement automatique)	3 390 706 €
Droits de Première Accession	16 728 837 €
Indemnité d'assurance sur sinistre résine bâtiment A4	759 018 €

5-9 Créances et dettes

a) CREANCES

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité	
		Moins d'un an	Plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	3 272 651	401 470	2 871 181
- Créances rattachées à des participations	2 990 513	401 470	2 589 043
- Autres	282 138		282 138
Créances de l'actif circulant ⁽¹⁾	20 364 164	19 716 364	647 800
- Comptes clients et comptes rattachés	13 450 091	13 337 440	112 650
- Autres	5 945 413	5 945 413	
- Charges constatées d'avance ⁽²⁾	968 661	433 512	535 149
Total	23 636 815	20 117 834	3 518 980

(1) Dont entreprises liées : 1 137 535 € (Bureaux Rungis International).

(2) Dont assurances dommages-ouvrages : 673 711 €.

Les **produits à recevoir** en fin d'exercice se présentent comme suit :

- Clients produits non encore facturés	933 365 € TTC
--	---------------

Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2008

b) DETTES

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité		
		Moins d'un an	Plus d'un an	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des éta de crédit	28 033 948	6 116 263	17 191 817	4 725 868
- Emprunt 1999 HSBC	457 347	457 347		
- Emprunt 2002 HSBC	3 500 000	1 000 000	2 500 000	
- Emprunt 1999 CA	692 940	692 940		
- Emprunt 2002 CA	1 955 989	552 367	1 403 621	
- Emprunt 1999 NATIXIS	192 893	192 893		
- Emprunt 2003 CA	5 847 608	831 351	3 664 202	1 352 055
- Emprunt 2003 SG	8 657 888	1 251 160	5 507 236	1 899 492
- Emprunt 2005 CA	3 325 749	484 670	2 116 758	724 321
- Emprunt 2005 NATIXIS	3 250 000	500 000	2 000 000	750 000
- Soldes créditeurs de banques	153 535	153 535		
Autres dettes financières	14 844 485	371 080	246 866	14 226 539
- Cautionnements reçus	14 191 589			14 191 589
- Agence de l'eau	379 407	97 591	246 866	34 950
- Intérêts courus	6 454	6 454		
- SOGERIS et divers	267 035	267 035		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 471 511	12 471 511		
Dettes fiscales et sociales	6 801 749	6 801 749		
Dettes sur immobilisations	11 383 036	11 383 036		
Autres dettes	1 261 240	1 261 240		
Produits constatés d'avance	20 878 560	3 150 151	2 914 259	14 814 150
Total	95 674 529	41 555 030	20 352 941	33 766 557

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 14 191 589 €.

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 20,86 M€, avec un taux moyen de 3,78 % l'an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 7,40 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec des marges de + 0,10 à + 0,20 %. Sur ces emprunts à taux variables, 1,625 M€ font l'objet d'un contrat d'échange de taux qui assure un taux fixe de 4,40 % dans la limite d'une évolution de l'Euribor 3 mois en delà de 5,50 %.

Les **charges à payer**, 6 493 620 € TTC, en fin d'exercice se présentent comme suit :

- Fournisseurs - Factures non parvenues	3 688 264 €
dont fournisseurs d'immobilisations	1 625 297 €
- Personnel - Dettes pour congés payés et divers	1 951 090 €
dont réserve spéciale de participation	476 645 €
- Organismes sociaux	807 451 €
- Autres	46 815 €

6] COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

6-1 Effectifs

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit :

	Cadres et assimilés		Agents de maîtrise		Employés		Fonctionnaires détachés		TOTAL	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01.01.2008	94		78	1	33	1	3		208	2
ENTREES	8	1	3	2	7	26			18	29
Embauches	2	1		2	7	26			9	29
Mutations/Promotions	6		3						9	
SORTIES	1		9	3	11	27			21	30
Démissions					4				4	
Mutations/Promotions			6		3				9	
Licenciements			2		4				6	
Fin de CDD				3		27				30
Autres départs										
Départ en retraite	1		1						2	
Situation au 31.12.2008	101	1	72		29		3		205	1

6-2 Montant global des dix meilleures rémunérations

Le montant global des rémunérations versées aux 10 personnes les mieux rémunérées au cours de l'année 2008 s'élève à 1 257 610 €.

Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2008

6-3 Détails des produits d'exploitation

(en k€)

Nature des produits	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation 2008/2007 %	Exercice 2006
Produits proportionnels				
Péages				
- Produits des péages à la monnaie	4 654,6	4 308,2	8,0	4 236,8
- Abonnements	5 364,0	5 229,4	2,6	5 117,5
- Supports	140,6	131,7	6,8	123,5
Redevances aux tonnages				
- Viande	28,0	30,1	- 7,0	26,6
- Volaille	1 237,7	1 292,1	- 4,2	1 184,7
- <i>Redevances carreau banal</i>	335,7	307,1	9,3	287,2
- <i>Redevance de transit</i>	246,2	256,0	- 3,8	346,8
- <i>Ventes d'eau</i>	2 622,9	2 611,9	0,4	2 912,0
- <i>Location de salles</i>	42,0	49,5	- 15,2	32,3
Produits ordinaires				
- <i>Redevances d'occupation indexées</i>	12 258,0	11 485,5	6,7	10 310,6
- <i>Redevances d'occupation homologuées</i>	33 287,1	32 359,2	2,9	31 575,3
- <i>Droits de Première Accession étalés</i>	660,3	660,3	0,0	629,2
Redevances sur services concédés	1 617,1	1 556,5	3,9	1 474,9
(Kiosques, Parkings, Quais, Frigos et Point E)				
Produits sur charges récupérables	20 908,8	20 053,0	4,3	19 145,3
(Chauffage, Climat. et Charges générales)				
Produits divers	164,6	153,0	7,6	171,4
(Ventes diverses)				
Autres produits des activités annexes				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux et divers	743,1	1 174,2	- 36,7	723,4
Honoraires RUNGIS INGENIERIE	308,0	132,8	131,9	7,0
Remise pour prélèvements automatiques	- 1 227,5	- 1 156,2	6,2	- 1 089,5
Total chiffre d'affaires	83 391,2	80 634,3	3,4	77 215,0
Reprises de provisions et amortissements	520,5	1 214,8	- 57,2	405,0
Dont créances clients	517,2	229,8	125,1	405,0
Transferts de charges	616,1	315,6	95,2	390,9
Dont remboursements de sinistres	337,2	132,8	153,9	175,6
Autres produits de gestion courante	47,2	44,0	7,3	42,0
Total des produits d'exploitation	84 575,0	82 208,7	2,9	78 052,9

6-4 Détails des biens et services consommés

(en k€)

Nature des charges	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation 2008/2007 %	Exercice 2006
Autres approvisionnements				
- Travaux pour compte de tiers refacturés	312,3	611,2	- 48,9	258,5
Achats non stockés de matières premières				
- Electricité	2 827,4	2 471,6	14,4	2 233,9
- Eau	1 824,8	1 800,1	1,4	2 202,4
- Combustibles	2 319,5	2 006,5	15,6	2 141,3
- Autres	308,8	334,2	- 7,6	300,3
Sous-total achats non stockés	7 280,6	6 612,4	10,1	6 877,9
Personnel extérieur				
- Intérimaires	180,2	118,3	52,3	55,3
- Gardiennage	894,3	888,7	0,6	876,1
- Autres	3,1	4,0	- 21,9	3,0
Sous-total personnel extérieur	1 077,6	1 011,0	6,6	934,4
Loyers de crédit-bail	0,0	254,4	- 100,0	571,2
Autres biens et services consommés				
- Nettoyement et entretien général du Marché	12 729,0	12 353,0	3,0	11 931,8
- Locations	3 228,3	3 069,0	5,2	2 902,4
- Entretien, réparations, maintenance et travaux	6 708,1	6 939,1	- 3,3	6 797,6
- Primes d'assurances	1 585,3	1 650,2	- 3,9	1 840,6
- Honoraires	1 998,1	2 307,6	- 13,4	2 064,9
- Promotion du Marché	1 875,8	1 275,0	47,1	1 623,6
- Charges sur sinistres	376,3	145,3	159,0	286,8
- Autres	1 576,0	1 339,9	17,6	780,4
Sous-total autres biens et services consommés	30 076,9	29 079,1	3,4	28 228,1
Total des biens et services consommés	38 747,3	37 568,1	3,1	36 870,1

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice 2008, s'est élevé à 73 353 €.

6-5 Charges et produits exceptionnels

a) Charges :

Sur opération de gestion	118 K€
Dont rachats de DPA (secteurs F & L)	108 K€
Sur opérations en capital	
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	583 K€
Dont installations GTC & vidéosurveillance	295 K€
Dont Quais ferroviaires	66 K€
Dont études bâtiment DE1	178 K€
Autres	1 085 K€
Dont Sinistre résine Marée	1 013 K€
Dont frais de démolition Kiosque K15	64 K€

Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2008

b) Produits :

Sur opération de gestion	2 087 K€
Dont autres DPA (cf. note 3-8) (E3 = 452 K€, C1 = 411 K€, E5 = 249 K€, A4 = 234 K€, D8a = 230 K€, I3 = 99 K€, D5 = 60 K€)	1 795 K€
Dont sanctions aux usagers	177 K€
Rentrées sur créances amorties	43 K€
Sur opérations en capital (cessions d'immobilisations)	40 K€
Autres	74 K€
Indemnités diverses (pénalités fournisseurs)	50 K€
Indemnités clients (non respect de préavis)	24 K€
Reprises de provisions	120 K€
Dont dépréciation d'immobilisations	120 K€
Transferts de charges	983 K€
Sinistre résine marée (cf. note 1)	983 K€

6-6 Impôt sur les sociétés

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 11,715 M€:

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôt	9 533 432	1 517 709
Réintégrations	321 328	1 454 233
Déductions	461 201	650 026
Résultat imposable	9 393 560	2 321 916
Impôt	3 214 326	794 523

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (cf. note 3-8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé. Au taux actuel d'imposition ce crédit qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 2,24 M€.

6-7 Engagements hors bilan

a) Engagements reçus

- Cautions bancaires des concessionnaires	4 181 K€
- Cautionnements bancaires des fournisseurs	7 874 K€

b) Engagements donnés

- Participation au GIE des MIN	p.m.
- Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	10 433 K€
- Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM (part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)	8 669 K€
- Caution bancaire au Trésor public (litige taxe professionnelle)	209 K€

6-8 Engagements en matière de retraite

Aucun engagement, notamment en matière de pensions compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 518 K€ au 31 décembre 2008 et couvre la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises. Au titre de l'exercice, la charge a été de 98 K€, sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation et de rendement du fonds de 2,50 % (net d'inflation de 2 %),
- Augmentation annuelle des salaires de 2,50 %,
- Age de départ à la retraite à 65 ans.

Au 31 décembre 2007, le taux d'actualisation et de rendement du fonds était de 3 % (net d'inflation de 2 %) et les autres hypothèses inchangées.

6-9 Droit individuel à la formation

Au 31 décembre 2008, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du D.I.F., institué par la Loi 2004-391 du 04 mars 2004, s'élève à 16 844 heures. Les demandes de formation sur ce crédit ont représenté 185 heures sur l'exercice 2008.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

KPMG Audit
Commissaire aux Comptes

1, cours Valmy
92923 Paris La Défense
Cedex

JEAN-PIERRE TOMSIN
Commissaire aux Comptes

38-40, rue du 27 Août 1944
77403 Lagny-sur-Marne

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SEMMARIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1.Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et des principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : la note 3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissement et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris La Défense et Lagny-sur-Marne, le 9 avril 2009
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe ARNAUD
Associé

Jean Pierre TOMSIN

SEMMARIS

1, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex
www.rungisinternational.com